

GOUVERNEMENT

Reconduction du confinement partiel pour 29 wilayas

P2

EXAMENS DE FIN D'ANNÉE (BAC ET BEM)

Retrait des convocations des épreuves à partir de demain

P3

FOOTBALL/REPRISE DE LA COMPÉTITION

RÉUNION DEMAIN DU BUREAU FÉDÉRAL DE LA FAF

P11



COMMISSIONS D'ENQUÊTE PÉDAGOGIQUES ET COMMERCIALES

En Vrac

Les écoles privées sous les projecteurs des autorités



P3

La débâcle sans remontada

Par Madjid Khelassi

Le foot algérien, malgré une 2e étoile continentale, n'arrive pas à se débarrasser de ses maladies infantiles...les coups bas, les retournements de vestes, les coups de poignard dans le dos, la racaille-attitude, le dénigrement, les bâtons dans les crampons et tout le reste de la panoplie des avanies made in crapulerie.

Cette fois-ci, c'est le président de la Fédération qui est dans la mire de ceux qui travaillent pour tout, sauf pour le foot algérien. Haro sur Zetchi...

L'unisson lâche est un patchwork à la dignité low-cost. Rewind sur un mandat parsemé d'embûches. Année 2017, Kheireddine Zetchi, dirigeant à l'énergie cosmique -fondateur du Paradou Athlétique Club, école de football devenue la pépinière du foot algérien et exportatrice de joueurs vers l'Europe... générant des rentrées en devises étrangères appréciables- est élu président de la FAF.

Mal élu, bien élu, désigné, coopté ? Qu'à cela ne tienne ! La 2e étoile sur le maillot des Verts est à son crédit. Son osmose avec Belmadi saute aux yeux...même des mal-voyants.

2019, l'Algérie est sacrée championne d'Afrique en terre égyptienne. L'accueil fait aux Fennecs dépasse l'inimaginable chez Belmadi et ses joueurs.

L'équipe est décorée de l'ordre du mérite national. Mais pas Zetchi. Le mouvement de bascule est net. La strophe est d'une brutalité inouïe. Le président de la fédé songe à démissionner mais il fait contre mauvaise fortune bon cœur. Le pacte moral avec Belmadi est sacré.

Février 2020, le Coronavirus siffle la fin des rencontres de foot dans toute la planète. Le foot primaire de notre championnat raccroche ses crampons. Juillet 2020, quelques pays autorisent la reprise de leurs championnats sans public.

La FAF réfléchit à la chose. Le nief des autorités tombe. Le foot est mis de côté. C'est le moment d'éjecter Zetchi. Et là, tout le monde s'y met. Les dresseurs d'échafauds, les activateurs de trappes jubilent. L'allégresse dans une vindicte qui pue la haine.

Sauf que ce beau monde se trompe ! Zetchi a toujours clamé qu'il ne fera pas 2 mandats. Il partira même avant ! Alors, ce sera la théorie des dominos qui fera partir Belmadi et transformera le souvenir de la 2e étoile en bal chez les vampires...intrigants. Zetchi parti ou démis...Notre foot touchera son but...une débâcle sans remontada.

Régions

DJELFA (FORÊTS DE CHAREF)
Fermeture d'ateliers de fabrication de charbon et d'huile de cade

P7

BEJAIA
Le Chef de la 8ème Sûreté urbaine met fin à ses jours

P16

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

616 nouveaux cas et 8 décès

P2

COVID-19

Aide financière de 30 000 DA aux petits métiers

P3

CONFÉDÉRATION ALGÉRIENNE DU PATRONAT CITOYEN

«Le secteur du BTP a perdu 80% de son chiffre d'affaires»

P5

Brèves

CORONAVIRUS
EN ALGÉRIE

616 nouveaux
cas et 8 décès

Les nouvelles contaminations au Coronavirus repartent encore à la hausse après deux jours de régression. Le bilan d'hier ressort la contamination de 616 nouveaux cas confirmés et le décès de 8 personnes.

Avec le nouveau bilan, le nombre total des cas confirmés dans le pays passe ainsi à 27 973 cas à travers les 48 wilayas et celui des décès grimpe à 1 563 morts, a indiqué à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, Djamel Fourar.

En Afrique, le nombre de cas confirmés de COVID-19 s'est élevé hier à 846 311, a indiqué le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique).

L'agence spécialisée de la Commission de l'Union africaine (UA) a déclaré que le bilan de la pandémie s'était alourdi avec 17 747 décès signalés hier matin. L'agence continentale a également précisé que 491 889 patients, qui avaient été testés positifs au virus, s'étaient rétablis à ce jour sur le continent.

L'Afrique du Sud est le pays le plus gravement touché en nombre de cas positifs de COVID-19 avec 445 433 cas confirmés, suivie par l'Égypte, le Nigeria, selon les chiffres du CDC Afrique.

R.N

CONFINEMENT

La Gendarmerie nationale rappelle l'interdiction de la circulation routière

Les services de la Gendarmerie nationale ont rappelé dimanche aux usagers de la route l'interdiction de la circulation routière de et vers les 29 wilayas concernées par les mesures de consolidation du dispositif de la prévention contre la propagation de la Covid-19, à l'exception des citoyens détenteurs d'une autorisation de circulation exceptionnelle.

"Dans le cadre des mesures préventives mises en place pour la lutte contre la propagation de la Covid-19 et en vertu du décret exécutif n° 20-185 du 24 Dou El Kaada 1441 correspondant au 16 juillet 2020 portant prorogation des mesures de consolidation du dispositif de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19), nous rappelons aux usagers de la route l'interdiction de la circulation routière de et vers les 29 wilayas citées dans le décret, à l'exception des citoyens détenteurs d'une autorisation de circulation exceptionnelle", lit-on dans un rappel posté sur la page officielle Facebook "Tariki" relevant du Centre d'information et de coordination de la circulation routière relevant de la GN.

R.N

GOUVERNEMENT

Reconduction du confinement partiel pour 29 wilayas

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a décidé de reconduire, pour une durée de 15 jours, la mesure de confinement partiel à domicile (de 20 heures jusqu'au lendemain à 5 heures du matin) et l'interdiction de la circulation routière, y compris des véhicules particuliers, de et vers 29 wilayas du pays, indique dimanche un communiqué des services du Premier ministre.



Après consultation du Comité scientifique et de l'autorité sanitaire et l'évaluation de la situation sanitaire à travers le territoire national, le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad, et après accord de M. le président de la République, a décidé la prorogation des mesures édictées par les dispositions du décret exécutif n° 20-185 du 24 Dhout El Kaada 1441 correspondant au 16 juillet 2020 portant prorogation des mesures de consolidation du dispositif de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus (COVID-19)", précise le communiqué. Il s'agit de :

ALGÉRIENS BLOQUÉS À L'ÉTRANGER

5 158 rapatriés depuis le 20 juillet

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères (MAE), Abdelaziz Benali Cherif, a indiqué dimanche que 5 158 ressortissants algériens bloqués dans 26 pays avaient été rapatriés depuis le 20 juillet à travers vingt (20) vols et deux (2) dessertes maritimes, précisant que l'opération se poursuit toujours.

Le porte-parole du MAE a précisé dans une déclaration que les rapatriements se sont déroulés comme suit :

- 20 juillet 2020: -306 ressortissants rapatriés vers l'aéroport d'El-Oued depuis Djeddah (Arabie Saoudite).
- 21 juillet 2020: -317 ressortissants rapatriés vers l'aéroport d'Oran sur deux vols depuis les aéroports de Bordeaux-Mérignac et de Toulouse (France). -222 ressortissants rapatriés vers l'aéroport de Tlemcen sur deux vols depuis l'aéroport de Metz (France).
- 22 juillet 2020: -322 ressortissants rapatriés vers l'aéroport d'Annaba sur deux vols depuis l'aéroport de Lille (France). -9 ressortissants bloqués en Tunisie rapatriés par la frontière terrestre.

heures du matin concernant les wilayas d'Adrar, Chlef, Laghouat, Oum El Bouaghi, Batna, Béjaïa, Biskra, Béchar, Blida, Bouira, Alger, Djelfa, Sétif, Sidi Bel Abbès, Annaba, Constantine, Médéa, M'Sila, Mascara, Ouargla, Oran, Bordj Bou Arréridj, Boumerdès, Tissemsilt, El Oued, Khenchela, Souk Ahras, Tipaza et Relizane.

2- La reconduction, pour une durée de 15 jours, de l'interdiction de la circulation routière, y compris des véhicules particuliers, de et vers les wilayas d'Adrar, Chlef, Laghouat, Oum El Bouaghi, Batna, Béjaïa, Biskra, Béchar, Blida, Bouira, Alger, Djelfa, Sétif, Sidi Bel Abbès, Annaba, Constantine, Médéa, M'Sila, Mascara, Ouargla, Oran, Bordj Bou Arréridj, Boumerdès, Tissemsilt, El Oued, Khenchela, Souk Ahras, Tipaza et Relizane.

Ces mesures entreront en application à partir d'aujourd'hui, mardi 28 juillet 2020. Ne sont pas concernés par cette mesure, le transport des personnels et le transport des marchandises.

3- La reconduction de la mesure de suspension de l'activité de transport urbain des personnes public et privé durant les week-ends dans les 29 wilayas citées précédemment.

4- Le maintien de la prérogative donnée aux walis de prendre, après accord des autorités compétentes, toutes les mesures qu'exige la situation sanitaire de chaque wilaya, notamment l'instauration, la modification ou la modulation des horaires, de la mesure de confinement à domicile partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs communes, localités ou quartiers connaissant des foyers de contamination.

5- Le maintien de la prérogative donnée aux walis d'accorder, en cas de nécessité ou pour les situations exceptionnelles, des autorisations de circuler.

Le Gouvernement appelle les citoyens à "se mobiliser davantage dans la gestion de cette crise sanitaire, par leur solidarité et par la discipline pour le strict respect de toutes les mesures préconisées au titre des protocoles sanitaires en vigueur, notamment le respect des mesures d'hygiène et des gestes barrières, le port du masque obligatoire et la distanciation physique". A ce titre, il demande aux citoyens de "redoubler de vigilance, particulièrement durant les jours de la fête de l'Aid El Adha", conclut le communiqué.

APS

R.N

COMMISSIONS D'ENQUÊTE PÉDAGOGIQUES ET COMMERCIALES

Les écoles privées sous les projecteurs des autorités

Les ministères de l'Éducation nationale et du Commerce ont fait état, dimanche, dans un communiqué conjoint, de la mise en place de Commissions d'enquête mixtes pour vérifier la conformité des établissements d'éducation et d'enseignement privés aux conditions d'exercice aux plans pédagogique et commercial.



Les deux départements ministériels, indique la même source "ont été destinataires de nombreuses plaintes de parents d'élèves, scolarisés dans des établissements d'éducation et d'enseignement privés, au sujet de pratiques commerciales arbitraires et anti-pédagogiques de la part de certains responsables" de ces établissements. Il s'agit notamment de "l'exigence du paiement des charges du 3ème trimestre malgré la suspension des cours, depuis le 12 mars 2020, en application des mesures de prévention décidées dans le cadre de la lutte contre l'expansion du Coronavirus", explique le communiqué. En application de dispositions législatives et réglementaires en vigueur régissant les secteurs de l'Éducation nationale et du Commerce, il a été décidé, précise le communiqué, "la création de Commissions d'enquête mixtes, composées d'inspecteurs des deux secteurs afin de s'assurer de la conformité des établissements concernés aux conditions d'exercice aux plans pédagogique et commercial". Le but es-

compté étant de "permettre aux élèves de bénéficier d'une scolarité normale et de garantir la transparence et la probité des pratiques commerciales", ajoute la même source. Le ministère de l'Éducation nationale avait reçu, après la suspension des cours en mars dernier en raison de la propagation du Covid-19, des plaintes de parents d'élèves au sujet de la réclamation du paiement des charges du troisième trimestre par nombre d'écoles privées, faute de quoi, les enfants scolarisés se verraient privés des relevés de notes et de la réinscription pour l'année scolaire prochaine. Dans une note adressée, fin mai dernier, aux directions des écoles privées, le ministère avait mis en garde contre la non-application des instructions de la tutelle relatives à la clôture de l'année scolaire et à la remise aux élèves des relevés de notes, en application des décisions du Conseil des ministres. La tutelle avait enjoint les destinataires de respecter "scrupuleusement" les textes législatifs et réglementaires en vigueur, menaçant les contrevenants de mesures disciplinaires administratives rigoureuses, en se réservant le droit d'engager des poursuites judiciaires. Pour sa part, l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE) a dénoncé les pratiques illégales de certains établissements d'éducation et d'enseignement privés, qui font obligation aux parents d'élèves de s'acquitter des frais de scolarité en dépit de la suspension des cours lors du 3e trimestre. Le refus par ces établissements de ne remettre aux élèves les bulletins scolaires qu'une fois le paiement effectué, est un comportement provocant et contraire aux règles juridiques, a estimé l'APOCE. L'Association des écoles privées d'Alger, créée récemment, a déploré "le tollé suscité sur les réseaux sociaux et ceux qui exploitent la conjoncture pour attenter à l'image des écoles privées". Le secteur de l'Éducation nationale compte 488 établissements privés de l'éducation et de l'enseignement qui se situent dans 31 wilayas.

R.N.

Brèves

EXAMENS DE FIN D'ANNÉE (BAC ET BEM)

Retrait des convocations des épreuves à partir de demain

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé hier que le retrait des convocations pour les candidats aux épreuves du BEM et du Baccalauréat commencera respectivement à partir du 29 juillet et du 5 août 2020. Le retrait des convocations des examens (session 2020) pour les candidats du BEM s'effectuera du 29 juillet jusqu'au 9 septembre prochain sur la plateforme numérique du site dédié aux parents et celui de l'Office national des examens et concours (ONEC) via le lien <https://bem.onec.dz>, alors que les candidats aux épreuves du BAC pourront retirer leurs convocations à partir du 5 août prochain jusqu'au 17 septembre 2020, sur le lien suivant: <https://bac.onec.dz>. Les candidats ayant perdu leurs convocations ont le droit de passer ces examens à "titre conservatoire", à condition de présenter leurs convocations, au plus tard, au dernier jour des épreuves, a-t-on appris auprès du ministère. Pour rappel, le ministère de l'Éducation nationale avait annoncé que les épreuves du BEM se dérouleront du lundi 7 au mercredi 9 septembre 2020 et celles du baccalauréat auront lieu du dimanche 13 au jeudi 17 septembre 2020, précise le communiqué. Dans le cadre des mesures prises face à la propagation de la covid-19, le ministère avait modifié le calendrier des épreuves du BEM et du BAC, celui des vacances scolaires 2019-2020 ainsi que les dates de la prochaine rentrée scolaire. Parmi les mesures préventives décidées pour lutter contre la propagation de la pandémie, il y a lieu de citer l'annulation de l'examen de fin de cycle primaire.

R.N.

COVID-19

Aide financière de 30 000 DA aux petits métiers

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a instruit le Premier ministre de prendre, avec effet immédiat, des mesures en faveur des petits métiers en leur allouant une aide financière d'une valeur de 30.000 DA pendant une période de 3 mois afin d'atténuer les effets de l'impact de la pandémie du Coronavirus sur les PME/PMI et les professions libérales notamment. La décision a été prise dimanche lors de la réunion périodique du Conseil des ministres, consacrée notamment à l'impact de la pandémie du Coronavirus (Covid-19) sur l'économie nationale et la situation sanitaire dans le pays. Un décret exécutif devra être pris à ce sujet avant la fin du mois. Dans ce sillage, le Premier ministre a été également instruit de procéder à une évaluation des préjudices subis et des manques à gagner enregistrés par les opérateurs économiques, en particulier en ce qui concerne les petites et moyennes entreprises et les petits métiers. Cette évaluation devra s'effectuer dans un cadre "transparent" et éviter les "fausses déclarations". Le ministre des Finances a été aussi instruit de prendre une note destinée au secteur bancaire pour s'assurer de la mise en œuvre des mesures préventives de facilitation de financements déjà prises au niveau de la Banque centrale. S'agissant de l'assurance des personnels de la Santé, le président de la République a souligné, à ce sujet, que cette assurance, qui vient compléter la loi de protection des professionnels de la santé, est "le moins que l'Etat pouvait faire pour montrer la reconnaissance de toute la nation à un corps qui se trouve depuis le début de la pandémie du Covid-19 sur le devant de la bataille sanitaire nationale". Le président de la République a tenu à préciser, à cette occasion, que la prise en charge financière de cette prime d'assurance spéciale "vient, bien à propos, couvrir les risques encourus par les personnels de la santé publique directement concernés par la prévention et la lutte contre la pandémie du Coronavirus".

R.N.

CONSEIL DES MINISTRES

Adoption d'un dispositif pénal pour protéger les professionnels de la santé

Un projet d'ordonnance modifiant et complétant le code pénal visant à assurer une meilleure protection des professionnels de la santé, a été adopté lors de la réunion du Conseil des ministres présidé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a insisté sur la "rigueur et la fermeté" avec lesquelles doivent être appréhendés les actes criminels touchant ces personnels. Ce projet de texte, présenté par le ministre de la Justice, Gardes des Sceaux, lors de cette réunion tenue dimanche par visioconférence, vise notamment à mettre en place un dispositif pénal approprié destiné à protéger les professionnels de la santé face à la recrudescence des actes d'agression subis dans le cadre de leurs fonctions. Il vise égale-

ment à "réprimer les actes d'atteintes à la dignité des patients et au respect dû aux personnes décédées par le biais de la publication d'images et de vidéos" et à "réprimer l'intrusion aux lieux non ouverts aux publics au sein des établissements hospitaliers et la répression aggravée des actes de destruction des biens et des équipements médicaux". Le texte détaillé prévoit une condamnation d'une à 3 années pour toute agression verbale, de 3 à 10 ans pour toute agression physique selon la gravité de l'acte et jusqu'à la perpétuité en cas de décès de la personne agressée. Pour ce qui est des pertes matérielles, en plus de la condamnation à une peine de 2 à 10 ans, une pénalisation financière sera appliquée de l'ordre de 3

millions de dinars, à laquelle s'ajoute la demande de réparation présentée par l'établissement agressé. Le président de la République a insisté, à cette occasion, sur "la rigueur et la fermeté avec lesquelles doivent être appréhendés les actes criminels touchant les professionnels du secteur de la santé", tout en ordonnant qu'une attention "particulière" soit accordée aux besoins d'indemnités dans les cas de dégradations des biens publics. Pour rappel, le président Tebboune avait plaidé, lors de sa dernière entrevue avec des médias nationaux, pour un durcissement des sanctions à l'encontre de toute personne se rendant coupable d'agressions sur les personnels de la santé.

R.N.

Brèves

OMS ET LES CDC
AFRIQUE

Appui à la recherche
de thérapies
traditionnelles

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) ont lancé cette semaine un Comité consultatif d'experts chargé de fournir un soutien et des conseils scientifiques indépendants aux pays sur la sécurité, l'efficacité et la qualité des thérapies de médecine traditionnelle, face à la Covid-19. "L'intérêt pour la médecine traditionnelle en tant que traitement potentiel contre la Covid-19 est croissant en Afrique. Au moment où le monde se lance à la recherche de traitements et de vaccins contre le virus, la recherche sur les médecines traditionnelles (...) doit être fondée sur la science, et ce jour marque une étape importante dans le soutien de ces efforts", a déclaré Dr Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique. Le Comité régional d'experts sur la médecine traditionnelle de la Covid-19 appuiera les pays dans un effort de collaboration pour mener des essais cliniques de médicaments traditionnels en conformité avec les normes internationales. Il se chargera ainsi notamment de surveiller la conduite des essais cliniques et de renforcer la capacité des chercheurs. Son apport permettra également de faciliter l'enregistrement des médicaments issus de la pharmacopée traditionnelle jugés "sûrs" et "efficaces". "Etant donné que les membres du comité sont des chercheurs de renommée internationale et des autorités réglementaires nationales, les résultats des essais cliniques seront reconnus au niveau international", a précisé lors d'une interview avec ONU Info la Conseillère régionale chargée de médecine traditionnelle pour le bureau régional de l'OMS en Afrique, Dr Ossy Kasilo.

R.N

POTENTIEL VACCIN
CONTRE LE
CORONAVIRUS

Les Etats-Unis ont
précommandé, 100
millions de doses

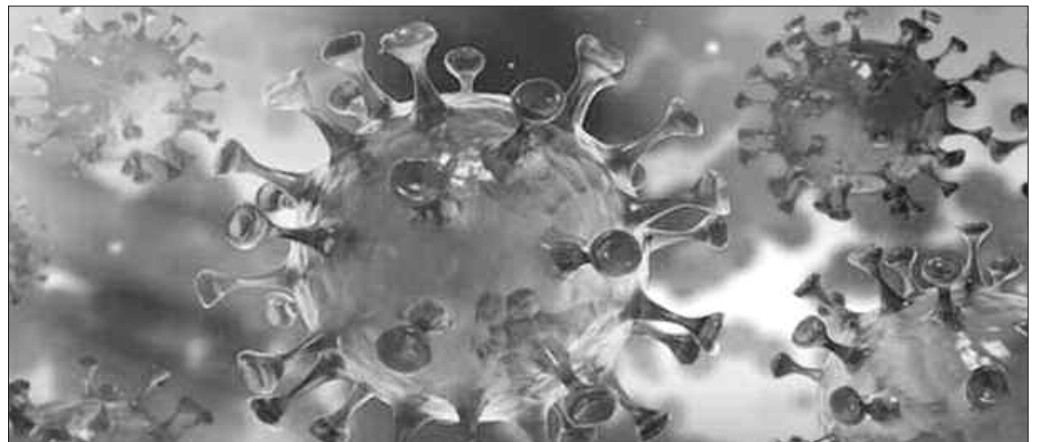
Les Etats-Unis ont précommandé, 100 millions de doses d'un potentiel vaccin contre le Covid-19, produit par la société de biotechnologie allemande BioNTech et le laboratoire américain Pfizer. "Le gouvernement américain a passé une commande initiale de 100 millions de doses pour 1,95 milliard de dollars [1,69 milliard d'euros] et pourrait acquérir jusqu'à 500 millions de doses additionnelles", ont fait savoir les deux sociétés. Cette commande s'inscrit dans l'opération de l'administration Trump baptisée "Warp Speed" ("Vitesse de distorsion") et s'inscrit dans l'accélération du développement d'un vaccin, en finançant des essais cliniques et la construction de sites de fabrication. Depuis février, plusieurs milliards de dollars ont été injectés, notamment dans les programmes de Johnson & Johnson, Moderna et AstraZeneca-Oxford. Toujours outre-atlantique, la Fondation Bill-et-Melinda-Gates, organisation humanitaire du PDG de Microsoft, est investie dans la lutte contre le nouveau coronavirus, notamment dans la recherche d'un sérum. Cette implication fait l'objet des théories du complot les plus folles. La principale avance que Bill Gates veut développer un sérum contre le Covid-19 afin d'implanter une puce traceur chez les individus vaccinés. A la télévision américaine, le fondateur de Microsoft a démenti. "Il n'y a aucun lien entre ces vaccins et un quelconque type de suivi. Je ne sais pas d'où cela vient", a-t-il assuré. Et d'ajouter : "Je pense que nous devons simplement faire connaître la vérité. Nous devons expliquer nos valeurs afin que les gens comprennent pourquoi nous sommes impliqués dans ce travail et prêts à mettre des centaines de milliards de dollars pour accélérer les progrès". Un sondage réalisé aux Etats-Unis pour SBS News a révélé que 46 % des républicains et 19 % des démocrates croient en cette théorie du complot.

R.N

EFFICACITÉ DE LA RÉPONSE IMMUNITAIRE
ET RECOMBINAISON GÉNÉTIQUE

La gravité du virus
atténuée

L'efficacité du système immunitaire à répondre au coronavirus (Covid-19) et sa recombinaison génétique figurent parmi les principaux facteurs ayant contribué à "atténuer la gravité du virus", ont estimé dimanche des spécialistes à El-Oued.



Médecin spécialiste en virologie et collaborateur avec l'Institut Pasteur d'Alger, Khaled Khalil a affirmé à l'APS que "le virus qui affecte la santé humaine perd de sa gravité et sa propagation au fil du temps", précisant que "les réponses immunitaires correspondent notamment aux mécanismes de défenses de l'organisme et ainsi la recombinaison génétique de la Covid-19 ont diminué son risque sur la santé humaine". "Les recherches scientifiques préliminaires concernant ce virus ont confirmé que la prévalence croissante des infections dans une zone géographique précise réduisent inévitablement sa virulence, en raison de l'efficacité de la réponse immunitaire du corps humain et de la recombinaison génétique du virus", a relevé Dr. Khalil. Pour Dr. Djeber Djedia, pneumologue et spécialiste des maladies respiratoires, "une diminution a été enregistrée en matière de la gravité des symptômes de la Covid-19".

"On est passé de symptômes plus graves affectant notamment le système respiratoire des personnes âgées, essentiellement ceux souffrant de maladies chroniques, à des symptômes moins graves, la perte de l'odorat et du goût, ainsi qu'une toux légère," a-t-il dit. "En dépit de la multiplication des cas (quatre à cinq fois), on a enregistré un recul des patients hospitalisés," a affirmé Dr. Djedia, soulignant que plus de 90% des cas ont fait l'objet d'une mise en quarantaine à domicile et ont été soumis au traitement nécessaire. Pour sa part, le directeur de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (DSPRH) de la wilaya d'El-Oued, Dr. Abdelkader Laouini, a mis en avant le résultat obtenu par les spécialistes activant au sein du comité médical chargé du suivi des patients atteints du coronavirus. "Un changement notable a été constaté dans les symptômes pathologiques des personnes atteintes du virus qui est devenu moins dange-

reux pour la vie humaine et leur santé en raison de son faible effet", a-t-il estimé. "Les cas affectés par le virus étaient à un stade très grave et compliqué au début de la propagation de cette pandémie en mars dernier, alors que depuis la seconde quinzaine du mois de juin le degré de gravité a connu une baisse significative malgré l'augmentation du nombre de contaminations," a-t-il expliqué. "La majorité des cas confirmés ne nécessite pas d'hospitalisation étant donné que les symptômes sont légers et disparaissent en moins de cinq jours au plus tard," a-t-il ajouté. Plus de 90% des personnes infectées par la Covid-19 dans la wilaya d'El-Oued ont quitté l'hôpital après avoir bénéficié de la prise en charge médicale et le traitement nécessaire, vu que leur état de santé "ne nécessitait pas un suivi médical permanent," et qu'elles sont tenues de respecter les mesures de confinement à domicile, a fait savoir M. Louini.

R.N

SELON BILL GATES

Il faudra au moins deux doses par personne de vaccin

Plus de 150 vaccins contre la Covid-19 sont en cours de développement. Mais il ne suffira pas de trouver un vaccin efficace : encore faudra-t-il pouvoir fabriquer suffisamment de doses pour assurer une couverture satisfaisante. Et ce chiffre pourrait être beaucoup plus important que prévu, selon Bill Gates. « Aucun des vaccins en développement ne semble efficace avec une seule dose à l'heure actuelle », a déclaré le cofondateur de Microsoft dans une interview à CBS. Le vaccin de Moderna, qui semble aujourd'hui parmi les plus avancés, nécessite par exemple deux doses administrées à un mois d'intervalle. « Pour les personnes âgées ou fragiles, il faudra sans doute encore plus de doses », estime Bill Gates. Au bas mot, « sept milliards de doses pourraient



ainsi s'avérer nécessaires si l'on veut couvrir 70 % à 80 % de la population ». Rien d'insurmontable selon le milliardaire, qui se dit confiant dans le fait que les capacités de production seront suffisantes dans le cas où un vaccin serait autorisé en 2021. Les gouverne-

ments ont d'ailleurs déjà pris les devants. Le 22 juillet dernier, Donald Trump a annoncé qu'il allait commander 100 millions de doses d'un potentiel vaccin développé par l'alliance germano-américaine Biontech/Pfizer. De son côté, Sanoofi a annoncé être en négociations « très avancées » pour

fournir 300 millions de doses à l'Union européenne et se dit prêt à pouvoir en produire jusqu'à un milliard par an. Plusieurs autres accords de ce type avec différents laboratoires ont été signés ces derniers mois, et en Chine, des entreprises ont commencé la construction d'usines de production avant même la fin des tests. Tout le monde pourra-t-il bénéficier d'un accès égal à ce futur vaccin ? Rien n'est moins sûr. Dans un premier temps, les experts français du Conseil scientifique préconisent de cibler en priorité les personnes à priorité élevée particulièrement exposées, du fait de leur emploi (professionnels de santé, commerçants, aides à domicile, enseignants, chauffeurs de bus...), de leur âge ou de leur état de santé.

R.N

CONFÉDÉRATION ALGÉRIENNE DU PATRONAT CITOYEN

«Le secteur du BTP a perdu 80% de son chiffre d'affaires»

Intervenant hier sur les ondes de la Radio nationale (chaîne III), le président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), Samy Aghli, a révélé que le secteur du BTP en Algérie a perdu entre 60 et 80 % de son chiffre d'affaires cette année à cause de l'épidémie du coronavirus.



De ce fait, a-t-il ajouté, « Si la crise sanitaire, créée par la pandémie du coronavirus, venait à perdurer, elle risquerait d'entraîner la disparition de pans entiers de l'économie, en raison de l'extrême fragilité dans laquelle elle a placé un nombre important d'entreprises ». La situation est la même pour toute l'économie algérienne. Aghli le répète, crûment : Si la situation perdure, elle « risque de provoquer de sérieux dégâts sur le plan social ». Pour M. Samy Aghli, une prise de conscience s'impose vis-à-vis de cette réalité, saluant à cet effet la volonté des pouvoirs publics de porter rapidement secours

au secteur productif dont, dit-il, il reste difficile à évaluer précisément les pertes financières occasionnées. Pour lui, la priorité est de maintenir, coûte que coûte, ce qui subsiste des activités économiques pour, explique-t-il, permettre aux entreprises de garder un minimum de trésorerie », maintenir l'emploi, et partant, le pouvoir d'achat des Algériens. Aux fins justement de maintien de ces activités, lesquelles ont connu une décroissance de 3,8%, d'après des données de l'ONU, M. Aghli indique que les opérateurs économiques ont proposé le report, "sans pénalités", du paiement des charges fiscales

et patronales, une décision dont il note qu'elle a été suivie d'effet de la part du ministère des Finances et de celui du Travail, sur décision du chef de l'Etat. Après cette mesure salutaire, dont il signale qu'elle pourra, une fois la pandémie vaincue, contribuer à la relance des activités économiques, le président de la Confédération du patronat fait part de l'obstacle persistant représenté par la bureaucratie, au niveau des banques, en particulier, pour faire appliquer ces mesures. A ce propos, il déclare souhaiter un "accompagnement" des pouvoirs publics.

Id.D.

MONTAGE ET IMPORTATION DES VÉHICULES NEUFS

Tebboune ordonne l'adoption des décrets concernant les cahiers des charges

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné l'adoption des décrets concernant les cahiers des charges relatifs au montage de produits électroménagers, au montage de véhicules, à l'importation de véhicules neufs et à l'acquisition de chaînes et d'équipements renouvelés. Intervenant lors du Conseil des ministres qu'il a présidé dimanche, M. Tebboune a instruit le ministre de l'Industrie d'adopter les décrets concernant les cahiers des charges relatifs au montage de produits électroménagers, au montage de véhicules, à l'importation de véhicules neufs et à l'acquisition de chaînes et d'équipements renouvelés, a indiqué un communiqué de la présidence de la République. S'exprimant à l'issue d'une communication présentée par le ministre de l'Industrie sur les cahiers de charges relatifs à la réorganisation des activités industrielles, le président de la République a signalé "le besoin de stabilité à donner au dispositif légal à mettre en place", comme décidé précédemment, en lui conférant une durée de vie d'au moins 10 ans.

"Tout texte réglementaire à ce sujet doit être étudié sérieusement en veillant à ce que ses dispositions ne soient pas liées à des consi-

dérations de conjoncture ou à des intérêts particuliers", a souligné le chef de l'Etat. S'agissant des acquisitions d'usines usagées, M. Tebboune a insisté sur la nécessité de veiller à s'entourer d'un certain nombre de garanties.

A ce propos, il a exigé que l'outil de production acheté doit être viable, acquis produit en main, et n'ayant pas servi plus de cinq (05) ans au jour de son acquisition, que l'outil en question doit être capable de contribuer à la production de valeur ajoutée et à concourir à la création d'emplois. A cet effet, M. Tebboune a précisé que toute opération rentrant dans ce cadre doit se faire après "une étude approfondie a priori et qui soit réalisée avec des bureaux d'études et de compagnies d'assurances connues, sans perdre de vue le besoin d'expertise de pays tiers".

Toujours dans le même chapitre, le président de la République a instruit le ministre de l'Industrie à prendre une décision de manière à rendre l'outil de production importé incessible pendant une durée qui soit au minimum de cinq années.

S'agissant de l'importation de véhicules neufs, le processus doit se faire au niveau

national par des opérateurs nationaux à travers un réseau efficient et professionnel de service après-vente, a mentionné le chef de l'Etat. Concernant les opérateurs étrangers, un texte ultérieur, qui régira leur intervention dans ce secteur, sera élaboré, a précisé M. Tebboune.

En outre, le ministre des Finances a été instruit à l'effet de prendre des mesures fiscales et douanières destinées à l'encouragement de l'importation des véhicules électriques.

En ce qui concerne le montage des produits électroménagers, le président de la République a rappelé que l'intégration de rigueur doit rester celle de 70% obligatoire dès la première année, tandis que le processus du montage de véhicules doit démarrer avec un taux d'intégration de 30% au minimum.

"L'objectif, in fine, étant de parvenir à créer un processus complet avec au bout, une véritable industrie mécanique", a-t-il tenu à clarifier.

Quant au texte relatif à la sous-traitance industrielle, le président de la République a décidé de programmer son examen lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres, a conclu le communiqué.

R.E

AGRICULTURE

Une feuille de route pour la relance du secteur

La feuille de route pour la relance et le développement du secteur de l'agriculture et du développement rural a été examinée lors de la réunion du Conseil des ministres présidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a ordonné la mise en place en "extrême urgence" d'un institut au niveau d'une université du Sud du pays spécialisé dans l'agriculture saharienne. Le Conseil des ministres a entendu dimanche une communication concernant la feuille de route pour la relance et le développement des activités du secteur de l'agriculture et du développement rural dans laquelle sont déclinées, à travers un échéancier précis, les différentes actions du programme prioritaire dont l'échéance s'étale entre le 2ème semestre 2020 et la fin de l'année 2021, ainsi que les actions transversales à caractère continu du programme à moyen terme 2020-2024, a indiqué un communiqué de la présidence de la République.

Intervenant à l'issue de la présentation faite par le ministre de l'Agriculture, le président de la République a tenu à faire part de sa satisfaction quant à la prise en charge de l'ensemble des programmes envisagés, non sans insister sur le besoin indispensable de l'augmentation de la production, synonyme de sécurité alimentaire et d'allègement de la facture d'importation. "La mise en œuvre du programme présenté doit passer nécessairement par une réorganisation adéquate des structures du ministère de l'Agriculture, aussi bien au plan national, régional que local. Celle-ci passe aussi par la création d'offices et de structures qui permette une synergie avec les agriculteurs", a souligné le chef de l'Etat. Parmi les filières inscrites comme une priorité et sur lesquelles l'action doit être orientée, M. Tebboune a cité les oléagineux, le maïs, les produits sucriers ainsi que les filières particulières comme l'apiculture, le secteur de l'élevage et son pendant de production laitière.

A cet effet, M. Tebboune a instruit le ministre de présenter, dans un délai d'un mois, un point de situation sur les programmes concernant l'ensemble de ces filières, en procédant à un ciblage approprié des zones de production dans les régions du Sud. Saluant à l'occasion le travail "colossal" accompli par les agriculteurs dans une conjoncture particulièrement "adverse", en assurant l'approvisionnement du marché en produits agricoles en "abondance" et à des niveaux de prix "acceptables", le président de la République a souligné, cependant, la nécessité de sortir du système des cycles de production irréguliers.

Dans ce sillage, il a ordonné que soit finalisé, à brève échéance, le programme de réalisation des aires de stockage de produits agricoles pour permettre la nécessaire régulation du marché, tout en adressant une instruction particulière au ministre de l'Agriculture pour que soit encouragée l'installation d'usines de transformation des produits agricoles dans les zones de production. Le président de la République a ordonné, en outre, au Premier ministre de prendre les dispositions, avec le ministre de l'Enseignement supérieur, en vue de mettre en place, en extrême urgence un institut spécialisé dans l'agriculture saharienne au niveau d'une université du Sud, en faisant appel, au besoin, à la coopération internationale avec les partenaires étrangers qui ont acquis une expérience avérée dans le domaine.

R.N

ORAN (PROBLÈMES SOCIOPROFESSIONNELS) Les travailleurs de "Sotraz-Arzew" réclament un dialogue avec la direction

Une centaine de travailleurs de la société de transport "Sotraz-Arzew", filiale du holding "SIP" relevant du groupe Sonatrach ont observé dimanche à Oran un sit-in devant le siège de l'activité Aval sis à la cité "Djamel-eddine" pour réclamer l'établissement d'un dialogue avec le Président directeur général et les cadres dirigeants afin de débattre des problèmes socioprofessionnels.



Il s'agit d'un débrayage de plusieurs jours suivi d'un sit-in après fermeture de l'accès à la société aux travailleurs, a indiqué à l'APS Mohamed Bendaha, secrétaire général de la section syndicale UGTA (Union générale des travailleurs algériens) de Sotraz-Arzew. "La grève a été déclenchée il y a une semaine de cela suite à l'absence de dialogue avec le Président directeur général de la société et les cadres dirigeants pour débattre des problèmes socioprofessionnels des travailleurs en suspens, à l'origine d'un climat délétère au niveau de l'entreprise," a indiqué ce syndicaliste. "En plus du refus de s'asseoir avec le partenaire social, le Pdg a procédé curieusement à la fermeture des accès aux travailleurs", a-t-il

expliqué, déplorant le licenciement abusif de 11 conducteurs au moment de la grève par le Pdg. Dans un communiqué, la section syndicale de la société "Sotraz" dénonce "la dégradation continue de l'outil de travail, le manque colossal de la pièce de rechange et la suspension abusive des travailleurs" et réclame, entre autres, "la révision de la convention collective et les différentes indemnités, le transfert des contrats CDD et CDI et la cessation des entraves à l'exercice syndical par certains cadres dirigeants de la société." Les grévistes interpellent aussi le Président directeur général de Sonatrach à "intervenir dans les meilleurs délais possibles pour mettre fin à cette situation qui porte un sérieux préjudice à l'entreprise." Contacté par l'APS, le Président di-

recteur général de Sotraz-Arzew, Abdellah Arar, rejette en bloc de telles accusations dont celle liée à l'absence de dialogue, soulignant avoir hérité d'une lourde situation marquée par le sureffectif et le poids de la dette qu'il avait dû rembourser depuis son installation à la tête de la société il y a une année. M. Arar a fait savoir également que 87 % du chiffre d'affaires de sa filiale qui gère les axes Mostaganem-Arzew-Oran "va à la masse salariale et le restant à l'achat de pièces de rechange." Au sujet de la pièce de rechange, le responsable de Sotraz-Arzew a indiqué que la société a subi les contraintes du marché, notamment avec les concessionnaires automobiles, eux-mêmes impactés par la situation du marché de l'au-

tomobile, la fermeture d'usines et les scandales ayant secoué fortement ce secteur, déclarant "la nouvelle situation nous a permis, dans les derniers jours, d'enregistrer l'arrivée de quantité suffisantes en pièce de rechange pour faire fonctionner l'outil de transport, seul activité de l'entreprise." En réponse aux revendications socioprofessionnelles, Abdellah Arar a déploré la situation de paralysie de la société Sotraz-Arzew, affirmant, dans un communiqué adressé à l'APS, que "Sotraz n'a pas spolié les droits des travailleurs qui ont, au contraire, bénéficié de primes de bénéfice de 50.000 DA chacun pour le mois de mai et d'une augmentation de 5 % du salaire au mois de juin dernier, de même qu'une prime remboursable du mouton de l'Aid de 40.000 DA".

DJELFA (FORÊTS DE CHAREF)

Fermeture d'ateliers de fabrication de charbon et de huile de cade

Les agents de la Conservation des forêts de Djelfa ont procédé à la fermeture d'un nombre d'ateliers artisanaux actant dans la production du charbon et de huile de cade (Gatrane) dans les forêts de Charef, à l'ouest de la wilaya, a-t-on appris, dimanche, auprès de la cellule de communication de cette institution. Cette opération, intervenant à la veille de la fête de l'Aid El Adha (fête du sacrifice), enregistrant une forte demande sur le charbon, a été réalisée suite à des patrouilles des agents de la circonscription forestière de la daïra de Charef (50 km à l'ouest de Djelfa), dans le

cadre de la lutte contre les délits forestiers. Durant ces contrôles, il a été constaté de la présence d'un nombre d'ateliers artisanaux illégaux spécialisés dans la fabrication de charbon de bois et de huile de cade, a-t-on indiqué de même source. Ces interventions de fermetures, visant la protection de la ressource forestière, ont eu lieu au niveau des forêts des régions de "Bouloulou", "Chaibia", "Moussa Ben Ali", "Guriguer" et "Mahguene Lahmer", est-il ajouté. La conservation des forêts de Djelfa a entrepris toutes les mesures légales nécessaires contre les contrevenants à la législation rela-

tive à la protection des forêts, qui sont le poumon de la région, a-t-on assuré de même source. Par ailleurs, un plan d'action a été mis en place en coordination avec les services de la gendarmerie nationale, pour l'organisation de sorties inopinées au niveau des forêts de la wilaya. Ces opérations de contrôle se sont soldées par l'établissement de procès verbaux pour diverses infractions, liées, entre autres, au camping à l'intérieur du domaine forestier national et le surpâturage, avec ordre aux contrevenants de quitter les lieux, a-t-on appris de la conservation des forêts.

Brèves

RELIZANE

Plus de 10 ha de couvert végétal ravagés dans deux incendies

Deux incendies qui s'étaient déclarés samedi soir dans les régions de Ramka et Ain Tarik (est de la wilaya de Relizane) ont ravagé 10,5 hectares d'espaces boisés, a-t-on appris dimanche auprès des services de la protection civile. Les deux incendies éteints à une heure tardive de la même journée, s'étaient déclarés dans l'Ouarsenis ouest, le premier au lieu-dit "El Garn" dans la forêt "Guelaa", dans la commune d'Ain Tarik (85 km à l'est de Relizane), détruisant huit hectares et l'autre au lieu-dit "Soumia", dans la commune de Ramka (70 km à l'est de Relizane), ravageant 2,5 ha, a-t-on indiqué. Le feu a détruit des pins d'Alep, des genévriers et du maquis. La canicule, des vents forts et l'état du terrain accidenté ont accentué la situation, a-t-on fait savoir, soulignant que l'intervention des agents forestiers et ceux de la protection civile a réussi à empêcher la propagation du feu à d'autres endroits et aux fermes riveraines. Des camions, du matériel d'intervention et des bulldozers ont été mobilisés pour ouvrir des voies et éteindre le feu, selon la même source, qui a indiqué que les services compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les causes des deux incendies. Les services de la protection civile qui se réfèrent au service de la météorologie, mettent en garde les citoyens de la wilaya contre une forte vague de chaleur dépassant 44 degrés à l'ombre dans les wilayas de Relizane, Chlef et Ain Defla de dimanche à midi jusqu'à lundi à 21 heures.

PARC NATIONAL DE CHRÉA (BLIDA)

Huit ha de végétations brûlés

Huit hectares de couvert végétal au niveau de la forêt "Mermoucha" du Parc national de Chréa (Blida), ont été ravagés samedi par un incendie, a-t-on appris dimanche auprès de la cellule de communication de la protection civile de la wilaya. Ces pertes en végétations au niveau de la forêt "Mermoucha", située sur les cimes des monts de la daïra de Bouinane (à l'est), relevant du Parc national de Chréa, se répartissent à raison de quatre ha de chêne-liège et chêne vert, et quatre ha de maquis, a-t-on détaillé de même source. L'extinction de cet incendie de forêts a nécessité la coordination des efforts de l'unité de la protection civile de la daïra de Bouinane et des brigades d'intervention des services des forêts, pendant plus de cinq heures et demi de temps, dans des conditions climatiques et un environnement extrêmes, est-il précisé. L'intervention des services de la protection civile a empêché la propagation des flammes vers le Parc national et la caserne militaire mitoyenne, sans l'enregistrement de pertes en vies humaines, a-t-on, encore, souligné de même source.

Brèves

ELECTION EN BOLIVIE

Des dirigeants du parti de Morales se mobilisent la date

Le parti de l'ex-président bolivien Evo Morales a menacé dimanche de lancer une "mobilisation permanente" si le Tribunal suprême électoral (TSE) ne rétablissait pas la date du 6 septembre pour la tenue des élections générales. Le TSE a annoncé jeudi le report au 18 octobre de ce scrutin en raison de la hausse du nombre de cas de coronavirus dans ce pays andin. Si le TSE ne revient pas sur sa décision dans la journée, "nous entreprendrons une mobilisation permanente à partir de lundi 27 juillet", indique un communiqué de la direction Mouvement vers le socialisme (MAS) pour Cochabamba (centre). Le TSE estime que la date du 18 octobre "réunit de meilleures conditions pour protéger la santé, faciliter le vote à l'étranger et l'arrivée de missions d'observation internationales". Un éventuel second tour aurait alors lieu le 29 novembre et la prise de fonction des nouvelles autorités en décembre. Initialement prévues le 3 mai, les élections avaient été reportées une première fois en raison de la pandémie de Covid-19.

CAMEROUN

Cinq terroristes de Boko Haram tués

L'armée camerounaise a annoncé dimanche avoir tué la veille cinq membres du groupe terroriste Boko Haram vers Gouzda-Vreket, un village proche de la frontière nigérienne. "Le 25 juillet, une équipe du commando de nos Forces de défense (...) a eu un accrochage violent avec les terroristes de Boko Haram", a déclaré dimanche le porte-parole de l'armée, le capitaine de frégate Cyrille Serge Atonfack Guemo dans un communiqué. Le bilan fait état de "cinq terroristes neutralisés, 4 fusils d'assaut récupérés", ainsi que des munitions et du matériel logistique saisis. Apparus dans le nord-est du Nigeria en 2009, le groupe terroriste Boko Haram s'est peu à peu propagé à ses voisins camerounais, nigérien et tchadien, particulièrement dans la région du lac Tchad, située à la frontière entre ces quatre pays. Le Nord-Ouest du Nigeria est toujours meurtri par les attaques du groupe terroriste. Plus de 36.000 personnes ont été tuées depuis 2009, et plus de deux millions de personnes ne peuvent toujours pas regagner leur foyer.

CISJORDANIE OCCUPÉE

Des colons israéliens incendient des installations d'une mosquée

Des colons israéliens ont brûlé des installations d'une mosquée dans la ville d'Al-Bireh en Cisjordanie occupée et ont inscrit des slogans racistes sur ses murs, selon le chef de la municipalité Azzam Ismail. M. Ismail a précisé que les colons avaient fait incursion ce matin dans la ville d'Al Bireh et ont écrit des slogans racistes sur les murs intérieurs de la mosquée et incendié ses installations. Le maire a condamné cet "acte criminel qui reflète la mentalité extrémiste" de l'occupant israélien. Le ministère des Waqfs et des affaires religieuses a dénoncé de son côté la tentative de l'incendie de la mosquée dans la ville d'Al-Bireh. "Avec l'absence des sanctions" dissuasives, les colons continuent de commettre plus de crimes et de violations contre les Palestiniens, leurs propriétés et leurs lieux saints dans différentes régions de la Cisjordanie et d'IérousaLEM occupées", a indiqué le ministre.

IRAK (HEURTS À BAGHDAD)

Deux manifestants succombent à leurs blessures



Deux manifestants ont succombé lundi à leurs blessures après avoir été touchés par des tirs de grenades lacrymogènes lors de heurts nocturnes avec les forces de l'ordre sur la place Tahrir de Baghdad, ont indiqué des médecins. Il s'agit des premiers affrontements meurtriers sur l'emblématique place de la capitale irakienne, épicentre d'une révolte inédite lancée en oc-

tobre, depuis l'arrivée au pouvoir début mai du gouvernement de Moustafa al-Kazimi. Dimanche, des manifestations ont eu lieu à Baghdad et dans de nombreuses villes du sud du pays pour dénoncer le "manque d'électricité, un service public qui n'assure que quelques heures d'alimentation par jour alors que les températures ont dépassé cette semaine les 50 degrés" en Irak, ont rap-

porté les médias. Chaque année, l'été est la saison traditionnelle des manifestations, notamment nées des coupures d'électricité et plusieurs ministres ont déjà été limogés par le passé pour satisfaire la rue. C'est de la place Tahrir qu'était parti en octobre une révolte populaire inédite qui s'est soldée au terme de plusieurs mois par plus de 550 morts, 30.000 blessés et plusieurs dizaines de

militants assassinés ou enlevés. M. Kazimi et son gouvernement se sont engagés dès leurs premières déclarations à faire la lumière sur ces morts et ces violences. Dans la nuit de dimanche à lundi, les deux protestataires décédés ensuite dans deux hôpitaux de Baghdad ont été touchés, l'un à la tête et l'autre au cou, par des grenades lacrymogènes, selon des médecins.

CHINE

Fermeture du consulat des Etats-Unis à Chengdu

La Chine a pris possession hier du consulat des Etats-Unis à Chengdu peu après le départ des derniers fonctionnaires américains. Les Américains ont eu trois jours pour évacuer leur consulat, de même qu'ils avaient donné trois jours la semaine dernière aux Chinois pour quitter leur mission diplomatique dans la métropole texane. Symboliquement, la bannière étoilée a été descendue à l'aube à l'intérieur du complexe diplomatique de Chengdu, une cité géante de 16,5 millions d'habitants. Dans un bref communiqué, le ministère chinois des Affaires étrangères a confirmé ensuite la fermeture du consulat et indiqué que la Chine avait "pris posses-

sion" du bâtiment à 10H00 (02H00 GMT). Pékin avait protesté après l'entrée vendredi d'agents américains dans son consulat de Houston après le départ des fonctionnaires chinois. Ce bâtiment est "une propriété nationale de la Chine", avait souligné le ministère chinois des Affaires étrangères, se référant au droit international. Inauguré en 1985, le consulat américain de Chengdu est devenu vendredi le dernier sujet d'une liste de contentieux entre Pékin et Washington. Cette décision constitue la réponse de Pékin régime à la fermeture forcée de son consulat de Houston par l'administration Trump, sur fond d'accusations d'espionnage.

SOUDAN

Une nouvelle tuerie au Darfour fait plus de 60 morts

Plus de 60 personnes ont été tuées et 60 blessées dans une nouvelle tuerie menée par des hommes armés dans un village de l'Etat de Darfour-ouest, a annoncé dimanche l'ONU. "Il s'agit du dernier d'une série d'incidents qui se sont déroulés la semaine dernière et qui se sont traduits par des villages et des maisons brûlés ainsi que des marchés et des magasins endommagés" dans cet Etat, a précisé le communiqué du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) à Khartoum. Selon l'ONU, environ 500 hommes armés ont attaqué samedi la localité de Masteri, à 48 km de la capitale provinciale d'El Geneina, tuant plus de 60 personnes, en majorité de la communauté Masalit, et blessant 60 autres. Plusieurs maisons dans le nord, le sud et l'est du village ont été pillées et brûlées ainsi que la moitié du marché local.

BURKINA FASO

Eddie Komboïgo investi candidat du CDP à la présidentielle

Eddie Komboïgo, président du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), a été investi dimanche candidat pour l'élection présidentielle de novembre au Burkina Faso, ont rapporté dimanche des médias locaux. "Nous, militants du CDP, désignons et investissons le camarade Eddie candidat à l'élection présidentielle du 22 novembre", a

déclaré le premier vice-président du parti, Achille Tapsoba, lisant une résolution adoptée à l'issue du congrès qui a réuni plusieurs milliers de militants au palais des sports de Ouagadougou. Expert-comptable, 56 ans, Eddie Komboïgo, préside le CDP depuis 2015 après le départ de l'ancien président Blaise Compaoré, fondateur du parti, renversé par une

insurrection populaire en 2014 après 27 ans de règne. Déjà prétendant à la présidentielle de 2015, Eddie Komboïgo avait vu sa candidature rejetée en vertu d'une loi excluant les proches de Compaoré. Lors du scrutin présidentiel, Eddie Komboïgo sera opposé au président Roch Marc Christian Kaboré, qui brigue un deuxième mandat, et au chef de

file de l'opposition Zéphirin Diabré, investi samedi par son parti, l'Union pour le progrès et le changement (UPC). Il devrait être opposé aussi à l'ex-Premier ministre Kadré Désiré Ouédraogo, le président de l'Alliance pour la démocratie et la Fédération - Rassemblement démocratique africain, Gilbert Noël Ouédraogo.

HADJ 2020

L'Arabie saoudite se prépare à un pèlerinage très réduit

L'Arabie saoudite s'apprête à accueillir demain le grand pèlerinage musulman à La Mecque mais avec un nombre de fidèles très réduit cette année en raison de la pandémie de coronavirus, une première dans l'histoire moderne.

Seuls 10.000 Saoudiens et résidents étrangers du royaume sont autorisés cette année à effectuer le hajj, l'un des cinq piliers de l'islam.

Quelque 2,5 millions de pèlerins ont effectué le grand pèlerinage l'an dernier, dont beaucoup venant de l'étranger comme tous les ans. La presse étrangère n'y est pas non plus autorisée cette année, le gouvernement saoudien ayant resserré l'accès à la ville la plus sainte de l'islam.

Le nombre d'infections au nouveau coronavirus a dépassé dimanche les 16 millions dans le monde, dont 260.000 cas enregistrés en Arabie saoudite.

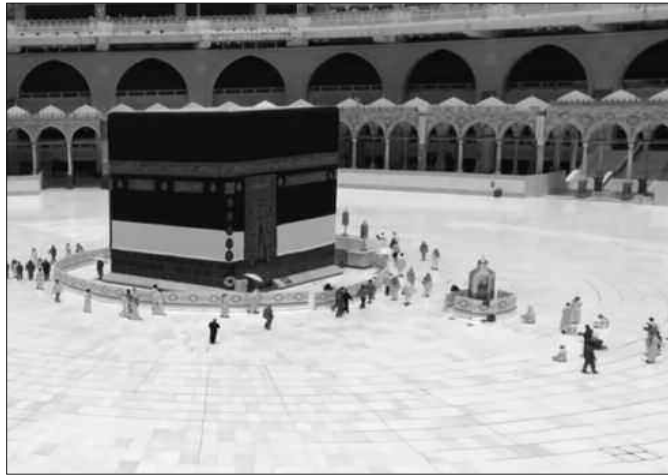
Les pèlerins portant des masques ont commencé à arriver à La Mecque au cours du week-end, ils sont soumis à des contrôles de température et placés en quarantaine, selon les autorités.

Ils reçoivent des kits de confort qui comprennent notamment des gants stérilisés pour un rituel de lapidation, des désinfectants, des masques, un tapis de prière et un ihram, vêtement blanc sans coutures porté par les pèlerins, selon un document du ministère du hajj. Les pèlerins doivent subir un test de dépistage avant d'arriver à La Mecque et être placés en quarantaine après le pèlerinage.

Le gouvernement assure avoir mobilisé de nombreux établissements de santé, des cliniques mobiles et des ambulances pour répondre aux besoins des pèlerins, qui devront garder une certaine distance les uns des autres. Les autorités ont dû répondre à un déluge de questions angoissées sur Twitter de la part de candidats au hajj rejetés par Ryad, dénonçant parfois un processus de sélection opaque.

Les "facteurs santé" ont constitué la base de la sélection, a assuré le ministre du hajj Mohammed Benten sur la chaîne de télévision saoudienne Al-Arabiya, qualifiant le processus de transparent.

Des résidents originaires de 160 pays ont participé au tirage au sort organisé par le gouvernement. Parmi les heureux élus, Nasser, un Nigérian qui vit dans la capitale Ryad, se réjouit d'avoir remporté le "ticket gagnant". "Ce sentiment est indescriptible", confie-t-il à l'AFP avant son arrivée à La Mecque.



Les pèlerins saoudiens ont été sélectionnés parmi un groupe de professionnels de la santé et de militaires qui ont été contaminés puis guéris du Covid-19, a précisé le ministère. Les résidents étrangers ont postulé en ligne, le gouvernement assurant qu'ils représenteraient 70 % des pèlerins, mais n'a pas précisé le nombre de candidats et de personnes sélectionnées.

"Coût substantiel" Dans un pays où le tourisme religieux génère chaque année environ 12 milliards de dollars (10,6 milliards d'euros), la tenue d'un hajj réduit risque d'enfoncer l'Arabie saoudite dans le marasme économique.

Face au ralentissement provoqué par la chute des prix du pétrole et la pandémie, le premier exportateur de brut au monde a pris des mesures d'austérité, triplant la TVA, suspendant les allocations sociales et procédant à d'autres coupes budgétaires.

"Limiter le hajj aux résidents représente un coût substantiel mais surmontable pour l'économie", estime Sofia Meranto, du centre

d'analyse Eurasia Group. Selon elle, les autorités espèrent "récupérer les revenus perdus d'ici le prochain hajj ou avec un retour de la omra", ou petit pèlerinage, qui a été suspendu en mars.

La "omra", qui attire chaque mois à La Mecque plusieurs dizaines de milliers de fidèles, peut être réalisée à n'importe quelle période de l'année, à la différence du hajj qui ne peut être effectué qu'à des dates précises du calendrier lunaire islamique.

La Mecque a connu un boom immobilier ces dernières années, avec la construction de centres commerciaux, d'appartements et d'hôtels de luxe.

Mais ces lieux sont restés quasi déserts à cause de la pandémie, qui a frappé aussi de nombreuses entreprises du secteur du tourisme dont dépendent des centaines de milliers de familles.

Nombre d'entre elles ont fait état de licenciements massifs, de réductions de salaire ou de retards de paiement.

AFP

TUNISIE

Mechichi opte pour un gouvernement de compétences nationales

Hichem Mechichi, chargé par le président tunisien Kaies Saïed de former un nouveau gouvernement a opté pour le choix d'un gouvernement de compétences nationales avec un nombre "réduit" de portefeuilles, rapportent lundi des médias tunisiens citant des sources proches de Mechichi.

"Hichem Mechichi, aura, selon ces sources, décidé de former un gouvernement restreint, avec un minimum de ministres et exclusivement composé de technocrates. M. Mechichi aurait, en effet, décidé de ne confier aucun portefeuille aux partis", rapporte un journal électronique tunisien. Selon la même source, le nouveau chef de gouvernement qui a entamé officiellement dimanche les concertations, dispose de trois jours pour remettre la liste de son équipe au président Saïed, qui à son tour doit la soumettre à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) pour un vote de confiance. Faute de quoi la Constitution autorise le chef de l'Etat à dissoudre l'Assemblée et de convoquer de nouvelles législatives. Mechichi, dont le nom ne figure pas parmi les noms proposés par les formations politiques au président Kaies Saïed, aurait aussi privilégié l'option d'un gouvernement de compétences nationales pour "gagner du temps" et remettre "le plus tôt possible" la liste des personnalités choisies au président Saïed, estimant de nombreux observateurs de la scène politique tunisienne. Dans ce sens, les analystes politiques affirment

que la "déclaration de Mechichi succédant sa réception pour la lettre de mission conforte largement ce choix en ce sens qu'il n'en a mis en avant que le fait de servir les Tunisiens et de répondre à leurs attentes et aspirations".

"Je m'engage à tout mettre en œuvre pour former un gouvernement répondant aux attentes des Tunisiens et à leurs aspirations légitimes", a indiqué M. Mechichi en recevant la lettre de mission des mains du président Saïed. Dans ce contexte, de nombreuses voix ont appelé le successeur d'Elyes Fakhfakh à opter pour un gouvernement de compétences nationales "loin des tendances politiques".

C'est le cas notamment du parti du Courant démocratique, disposant de 22 sièges au Parlement, et qui a appelé ouvertement M. Mechichi à "opter pour des compétences nationales et ne pas faire des concessions dans le but d'obtenir le vote de confiance du parlement". De son côté, l'ancien ministre des Affaires locales dans le gouvernement Fakhfakh, a exhorté le nouveau chef de gouvernement "à privilégier un gouvernement de compétences seul capable de sauver le pays et de réaliser les aspirations du peuple".

LA DISSOLUTION DE L'ARP UN SCÉNARIO PLUS QUE JAMAIS PLAUSIBLE

La désignation de Hichem Mechichi en tant que chef du gouvernement par le président Kaies Saïed sans que son nom figure sur les noms

proposés par les formations politiques est pour beaucoup un "pas vers la dissolution de l'actuelle assemblée".

"En évoquant la nécessité de revoir la légitimité lors de sa désignation pour Mechichi, le président de la République a officiellement annoncé le passage à la troisième République", a dit un ancien député, Sahbi Be Fraj, estimant que Saïed "vise la dissolution du Parlement".

Le Président Saïed a déjà menacé par le passé de dissoudre le Parlement, en affirmant qu'il n'"hésiterait pas à recourir à tous les moyens juridiques pour sauver les institutions de l'Etat". Ainsi, le scénario de la dissolution du Parlement se précise de plus en plus avec le choix de Mechichi pour un gouvernement de compétences, signifiant de "tâcher" le parti Ennahdha disposant d'une majorité relative au sein de l'ARP. L'option de Saïed pour une personnalité indépendante a été interprétée aussi comme étant une "provocation à l'endroit du parti de Ghanouchi".

La dissolution du Parlement s'annonce aussi comme une "évidence" pour beaucoup d'observateurs, et ce, compte tenu de la "crise" qu'il traverse présentement. En effet, une motion a été signée par plus de 73 députés pour "réclamer le départ de Rached Ghannouchi", président de l'ARP, dont le sort sera connu le 30 du mois en cours.

R.I

USA

Les heurts entre police et manifestants se durcissent

La nuit de samedi à dimanche a été marquée dans plusieurs villes des Etats-Unis par de nouveaux affrontements, parfois violents, entre policiers et manifestants protestant contre le racisme et le déploiement d'agents fédéraux ordonné par Donald Trump.

Un homme a été tué par balle samedi soir en marge d'une manifestation à Austin, au Texas. Selon la police locale, il était "probablement armé d'un fusil" lorsqu'il a approché le véhicule de l'auteur des coups de feu mortels, qui a été arrêté et coopère avec les autorités.

Des manifestations ont eu lieu à travers tout le pays, d'Omaha, Oakland et Los Angeles, en Californie, à New York, en passant par Louisville, dans le Kentucky, ou Richmond, en Virginie, où la police anti-émeutes aurait lancé du gaz pour disperser une marche du mouvement "Black Lives Matter" (Les vies noires comptent), selon des médias américains.

La vague de colère historique contre le racisme et les brutalités des forces de l'ordre a été déclenchée par la mort, fin mai à Minneapolis, du quadragénaire noir George Floyd sous le genou d'un policier blanc.

A Portland, où le mouvement est toujours vif plus de deux mois après, la nuit a de nouveau été tendue près du tribunal fédéral, devenu l'épicentre des protestations.

La police a eu recours à du gaz lacrymogène et du gaz au poivre pour disperser les manifestants, dont plusieurs ont été arrêtés par des agents fédéraux après avoir tenté de renverser une barrière érigée autour du tribunal, a constaté un journaliste de l'AFP.

Ordonné par le président Trump, qui fait face à une bataille de plus en plus difficile pour sa réélection et mène campagne sur le thème "la loi et l'ordre", l'envoi de policiers fédéraux a justement attisé les braises de la contestation.

Dans de nombreuses vidéos publiées sur les réseaux sociaux, on voit ces agents, en tenue paramilitaire et sans badge visible d'identification, utiliser des véhicules banalisés pour interpellier des manifestants.

Des méthodes qui font désormais l'objet d'une enquête officielle du ministère de la Justice, et qui ont été fermement condamnées dimanche sur CNN par la maire de Chicago Lori Lightfoot: "Nous ne permettrons pas à des agents anonymes d'arrêter des gens, de violer leurs droits et de les garder en détention".

Donald Trump avait annoncé mercredi renforcer les effectifs des agents fédéraux à Chicago et d'autres villes après une résurgence de la criminalité et des fusillades depuis le début de l'été.

A Seattle, dans l'Etat de Washington, la nuit de samedi à dimanche a été particulièrement mouvementée. Le bruit de détonations a résonné dans certaines rues et de la fumée s'élevait d'un secteur où des manifestants ont mis le feu à des remorques sur un site de construction d'un centre de détention pour mineurs, selon un journaliste de l'AFP sur place.

AFP

Brèves

LIGUE 2/ASM ORAN

La direction du club se dit "prête à passer le témoin"

La direction de l'ASM Oran, représentée par le président du conseil d'administration Mohamed El Moro, s'est dit lundi "prête à passer le témoin", en réaction à l'annonce faite par l'ancien joueur de ce club de Ligue 2 de football, Mohamed Benarba, qui a affiché ses ambitions de prendre les commandes de la deuxième formation de la capitale de l'Ouest.

Une annonce que les membres du conseil d'administration de l'ASMO attendent qu'elle soit "suivie par des actes", a déclaré à l'APS Mohamed El Moro, exprimant au passage la totale disponibilité de la direction du club à rendre la main à l'ancien attaquant pour aller au bout de ses ambitions "s'il possède bien sûr un vrai projet sportif", a-t-il précisé.

L'ASMO, qui ne parvient pas à retrouver l'élite qu'elle a quittée depuis près de six années, se débat dans d'interminables problèmes financiers. Un paramètre qui est en train de jouer un mauvais tour pour ce club réputé pour son école de football, mais qui voit ses jeunes talents "fuir" lors de chaque intersaison.

"On nous accuse à chaque fois de vouloir nous accrocher à notre fauteuil, alors que la vérité est toute autre. Nous avons déjà annoncé à maintes reprises que notre succession est ouverte, sauf qu'aucun postulant ne s'est présenté, ce qui nous a obligés à chaque fois de renoncer à notre départ pour ne pas mettre l'avenir du club en péril", a encore souligné le président de l'équipe de "Mina J'dida".

Récemment, et dans un message adressé via sa page Facebook, Mohamed Benarba, qui se proclame "candidat des supporters", a annoncé disposer "d'un projet ambitieux" qu'il comptait mettre en application à l'ASMO "grâce à l'apport d'hommes intègres qui vont (le) soutenir avec leurs moyens financiers et leurs compétences", a-t-il écrit.

PROJET D'AMÉNAGEMENT DU STADE D'EL-BIAR

Une enveloppe de 190 millions DA allouée

Une enveloppe financière estimée à 190 millions de dinars sera allouée pour les travaux d'aménagement du stade d'El-Biar (wilaya d'Alger) en complexe sportif, a-t-on appris lundi du président de l'Assemblée populaire communale (APC), Khaled Kerdjidji, "l'enveloppe financière globale de ce nouveau complexe sportif bâti sur l'ancienne assiette est estimée à 190 millions de dinars, prélevée sur le budget de la commune", a indiqué le président d'APC, soulignant que la cérémonie de lancement des travaux a eu lieu dimanche en présence du wali déléguée de la circonscription administrative de Bouzaréah et de plusieurs représentants de la société civile. La Fédération algérienne de football (FAF) a été représentée par Mohamed Maouche, membre du Bureau fédéral et président de la Fondation de la glorieuse équipe du FLN. A cette occasion, la fiche technique de ce projet a été présentée. Elle comporte, entre autres, le revêtement du terrain de football en gazon synthétique, la rénovation de la piste d'athlétisme, l'aménagement d'un boulo-drome, la construction d'une piscine semi-olympique et d'un hôtel pour les sportifs. "Je pense que c'est la première grande opération qui sera enregistrée dans la commune d'El-Biar à travers ce projet d'une enveloppe assez conséquente. La construction de cette belle infrastructure permettra à notre commune de devenir un pôle sportif de développement par excellence", a déclaré à l'APS Khaled Kerdjidji. Même les tribunes du stade bénéficieront de sièges et d'une toiture, alors que l'entrée sera dotée d'équipements de télésurveillance.

FOOTBALL/REPRISE DE LA COMPÉTITION

Réunion mercredi du bureau fédéral de la FAF

Le bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF) tiendra mercredi (11h00) une réunion à son siège à Dely-Ibrahim (Alger) pour se prononcer sur l'avenir de l'exercice 2019-2020, suspendu depuis mars en raison de la pandémie de Covid-19, a indiqué hier un communiqué de l'instance fédérale.



"Conformément à l'article 35/alinea 2 des statuts de la FAF, le bureau fédéral tiendra une session extraordinaire en son siège à Dely-Ibrahim. Un seul point est inscrit à l'ordre du jour, à savoir l'examen de l'avenir de la saison 2019-2020", précise le communiqué de la FAF. La

FAF avait initié une consultation écrite auprès des membres de son assemblée générale, pour se prononcer sur l'avenir de l'exercice 2019-2020, suspendu depuis mars en raison de la pandémie de Covid-19. Plusieurs clubs ont refusé de répondre à cette consultation dont

l'ES Sétif, la JS Kabylie, le CA Bordj Bou Arreridj et la JS Saoura (Ligue 1) ainsi que l'USM Harrach et le DRB Tadjenanet (Ligue 2). Le formulaire en question propose d'abord deux choix A et B : poursuite ou arrêt de la saison. Dans le cas où la seconde option est cochée, chaque membre aura à choisir

entre B1, B2 et B3 qui équivalent à : saison blanche (résultats de la saison 2019-2020 annulés), désignation des lauréats, clubs qui accèdent et ceux qui rétrogradent et enfin désignation des lauréats, des clubs qui accèdent mais sans relégation.

R.S

CONSULTATION ÉCRITE DE LA FAF

Cinq clubs refusent de répondre

Plusieurs clubs refusent de répondre à la consultation écrite initiée par la Fédération algérienne de football (FAF) auprès des membres de son assemblée générale, pour se prononcer sur l'avenir de l'exercice 2019-2020, suspendu depuis mars en raison de la pandémie de Covid-19, selon un communiqué publié dimanche par l'ES Sétif. Cette décision intervient à l'issue d'une réunion restreinte qui a regroupé à Alger les dirigeants de l'ES Sétif, de la JS Kabylie et du CA Bordj Bou Arreridj (Ligue 1) ainsi que de l'USM Harrach et du DRB Tadjenanet (Ligue 2), consacrée aux problèmes liés à l'arrêt de la compétition et à la consultation écrite, indique-t-on de même source.

Les cinq clubs ont décidé de ne pas répondre à la consultation écrite qu'ils considèrent un "non-événement", selon le texte. Ils ont proposé aussi de "former une commission tripartite, composée de représentants du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), la Fédération algérienne de football (FAF) et les clubs professionnels pour l'élaboration d'une feuille de route qui mettra le professionnalisme sur les rails", ajoute encore le communiqué. Ils disent vouloir "présenter un projet de plateforme aux autres présidents de clubs professionnels après l'Aid Al Adha et c'est à eux seuls que reviendra la décision finale", conclut le communiqué. La JS Saoura avait été le premier club à avoir

annoncé sa décision de ne pas répondre à la consultation écrite de la FAF, considérant qu'elle constituait une "manipulation" et du "populisme" pour "préparer les prochaines élections de la FAF, sans tenir compte de la situation sanitaire générale du pays". Le formulaire en question propose d'abord deux choix A et B : poursuite ou arrêt de la saison. Dans le cas où la seconde option est cochée, chaque membre aura à choisir entre B1, B2 et B3 qui équivalent à : saison blanche (résultats de la saison 2019-2020 annulés), désignation des lauréats, clubs qui accèdent et ceux qui rétrogradent et enfin désignation des lauréats, des clubs qui accèdent mais sans relégation.

R.S

JEUX OLYMPIQUES DE 2032

Le Qatar officiellement candidat

Le Qatar a annoncé lundi officiellement sa candidature pour l'organisation des Jeux olympiques de 2032 (JO-2032), rejoignant ainsi l'Inde, l'Etat australien du Queensland et Shanghai qui veulent accueillir le rendez-vous. Une éventuelle candidature commune de Séoul et Pyongyang est également évoquée pour ces Jeux d'été de 2032. "L'annonce d'aujourd'hui marque le début d'un dialogue significatif avec la future commission d'organisation du CIO pour explorer plus avant notre intérêt et identi-

fier comment les Jeux olympiques peuvent soutenir les objectifs de développement à long terme du Qatar", a déclaré à l'AFP le président du Comité olympique qatari, Cheikh Joann ben Hamad ben Khalifa Al-Thani. Conformément aux changements proposés en 2014, les pays intéressés soumettent une demande pour rejoindre le "dialogue continu" sur l'organisation des Jeux, ce que le Qatar a fait dans une lettre adressée au Comité international olympique (CIO). Le Qatar n'était pas parvenu à se porter candidat à l'organisation

des Jeux de 2016 et 2020 car il avait proposé de les accueillir au mois d'octobre en raison de la chaleur, sans en avoir préalablement discuté avec le CIO. Les Jeux de 2020, reportés à 2021 en raison du nouveau coronavirus, ont été attribués au Japon qui connaît également des températures estivales caniculaires, ce qui amène les organisateurs à programmer les épreuves tôt le matin, lorsque la météo est plus clémente. "Le Qatar a acquis la réputation d'être une destination de classe mondiale pour les grands évé-

nements sportifs. C'est cette réputation et cette expérience, ainsi que notre désir d'être un pays qui promouvoit la paix et les échanges culturels, qui constitueront la base de nos discussions avec la Commission", a ajouté Cheikh Joann. Le Qatar accueillera le Mondial-2022 de football, mais le problème de la chaleur devrait moins se poser puisque les dates ont été décalées du 21 novembre au 18 décembre pour éviter des températures pouvant atteindre 50 degrés Celsius en été.

R.S

PRODUIT PAR L'ASSOCIATION "CINÉ JEUNES" DE TIARET

Le film "Synapse" à l'édition spéciale du Festival du cinéma africain de Lausanne

Suite au report de sa 15e édition à 2021, le Festival cinémas d'Afrique de Lausanne se réinvente le temps d'un été pour partager une programmation de films en provenance du continent africain. Une édition spéciale et itinérante avec différents événements.

Le court métrage en pantomime "Synapse", réalisé par Noureddine Zerrouk, a été retenu pour participer officiellement à l'édition spéciale "été 2020" du Festival du cinéma africain à Lausanne (Suisse) du 20 au 23 août prochain. Abdelhalim Hafedh Zerrouki a indiqué que le court métrage "Synapse" produit par son association "Ciné jeunes" à Tiaret et réalisée par Noureddine Zerrouki prendra part à cette édition spéciale du Festival de Lausanne après le report de la 15e édition du festival à 2021 à cause de la crise sanitaire mondiale, précisant que l'édition spéciale sera organisée à titre exceptionnel et de manière virtuelle. Le film "Synapse" est en lice avec notamment les films "Biknaïche" du réalisateur tunisien Mehdi Bessaoui, "Lail Kharidji" (nuît extérieure) du réalisateur égyptien Ahmed Abdellah Es-Sayed, "Good night" d'Anthony Anti du Ghana et "Il était une fois le café" du réalisateur égyptien Noha Adel et "La fin du monde" du réalisateur sud-africain Michael Mathius et "Sawah" de l'égyptien Adhlef El Assala, a-t-on annoncé sur le site officiel du festival du cinéma africain.



Pour rappel, le film "Synapse" a remporté le prix de "l'autruche en or" dans la compétition internationale du Festival international du court métrage de Nouakchott, organisé du 23 au 27 octobre en Mauritanie. Il a également participé au Festival du film maghrébin d'Oujda et au Festival de Louxor du cinéma africain. Le film "Synapse", produit en 2018, traite de comportements contradictoires de passagers d'un bus résultant du manque de communication, ce qui conduit à des préjugés des uns et des autres. A cette oeuvre cinématographique, participent 34 acteurs de la wilaya de Tiaret, dont une majorité se produisait pour la première fois. L'association productrice du film s'attèle à produire de nombreux films, dont "Pas encore" et "Réaction", qui seront prochainement projetés et viendront s'ajouter à son répertoire de films et de documentaires. Elle a produit des films comme "Le parcours du peuple" sur l'histoire d'Algérie et "Sous le ciel d'Algérie" traitant du parcours de l'artiste martyr Ali Maachi, qui a remporté la première place du Festival national de l'audiovisuel à Oum El Bouaghi en 2003.

AP

CONNU POUR SON STYLE SI PARTICULIER

Guillermo del Toro aimerait faire une trilogie Frankenstein

Guillermo del Toro est un homme qui a de nombreux projets contrariés. Il souhaite depuis des années faire un film adapté du mythe de Frankenstein. Lors de la Comic-Con@Home, le réalisateur mexicain revient sur ses intentions et dévoile son envie de faire une trilogie. S'il n'est pas né au cinéma, le monstre Frankenstein a gagné en popularité avec l'adaptation d'Universal dans les années 30. Il est considéré comme l'une des figures mythiques du studio, les fameux Universal monsters. L'histoire est désormais populaire, avec le Docteur Frankenstein à l'origine. Pris d'un profond questionnement sur la vie, il se lance dans la création d'une créature. Quand il se rend compte de ce qu'il vient de faire, le docteur prend la fuite et laisse son monstre livré à lui-même, dans un monde qui n'est pas adapté à sien. La remise au goût

du jour des Universal monsters va sûrement provoquer une nouvelle adaptation de cette histoire. James Wan a été évoqué à la production d'un film et un projet plus sérieux sur La Fiancée de Frankenstein est bien en préparation. En amoureux des monstres, il souhaite depuis très longtemps s'attaquer à une adaptation de Frankenstein. Les Montagnes sacrées reste son projet abandonné le plus populaire mais il en a eu d'autres, dont celle-ci. Le réalisateur s'est manifesté lors de la Comic-Con@Home pour un panel (ci-dessous) du film Affamés, qu'il produit. Pendant son apparition aux côtés du metteur en scène Scott Cooper, il a été question de l'aspect financier et du soutien des producteurs. Un sujet qui a dérivé vers l'adaptation de Frankenstein que le Mexicain voulait mener. Ce n'est pas qu'un film sur Frankenstein qu'il avait l'intention de faire mais plutôt une histoire qui se

serait étendue sur deux ou trois films afin de saisir tout ce que raconte le livre. Pour embrasser le livre, il faut changer les points de vue et c'est compliqué... C'est un exercice très complexe. Le point de vue qui aurait été le plus intéressant, c'est celui de Guillermo del Toro sur ce monstre pour lequel il a de l'affection. Après tout, s'il fait peur en surface, il est la principale victime du roman. Un être qui se retrouve dans notre monde sans n'avoir rien demandé. La peur qu'il provoque provient de l'incompréhension et de son inadaptation à la société humaine. Hélas, peu de personnes ont voulu accompagner Guillermo del Toro sur cette possible trilogie et il reste à ce jour dans sa pile des projets avortés. Pile dans laquelle était son adaptation de Pinocchio, sauvée par Netflix et attendue en 2021.

R.C

Brèves

Grey's Anatomy : la saison 17 abordera le coronavirus

Seize saisons. Et bientôt une dix-septième. Rendez-vous compte de ce qu'une telle longévité représente aujourd'hui à la télévision. Pas tant de programmes peuvent se vanter d'avoir une durée de vie équivalente à celle de Grey's Anatomy. La série lancée en 2005 narre la vie d'un hôpital de Seattle. Le personnage de Meredith Grey (Ellen Pompeo) agit comme principal centre d'intérêt mais c'est toute une galerie de caractères différents qui va se développer autour d'elle. Comme dans toutes les séries très longues, des nouveaux remplacent les anciens, des événements importants interviennent et les téléspectateurs se sont accrochés aux docteurs de cet établissement. La productrice Krista Vernoff a donné des nouvelles informations sur la saison 17. Elle n'a pas pu commencer son tournage à cause de la crise sanitaire et ce retard va tout changer puisque le scénario va inclure le coronavirus dans la trame principale. Les scénaristes ont rencontré des médecins qui peuvent apporter leur témoignage sur la crise actuelle. Reste à savoir comment cet élément en particulier va s'incorporer dans la mécanique de Grey's Anatomy. L'hôpital va-t-il être placé dans le feu de l'action avec le vrai coronavirus qui fait affluer les patients ? L'intrigue se déroulera-t-elle pendant la crise (qui est d'ailleurs toujours très vigoureuse aux USA) ou est-ce que l'influence se sentira davantage en périphérie ? Parce qu'avant que tout ça ne se passe, les scénaristes avaient une autre direction en tête et elle doit entrer en osmose avec cette nouvelle intention.

La saison 17 n'a pas encore de date de lancement. Avec le retard emmagasiné, une diffusion en fin d'année 2020 peut rester envisageable mais on craint que 2021 soit une échéance plus réaliste. On rappellera que la saison 16 avait été amputée de quatre épisodes à cause de la pandémie.

R.C

Olivia de Havilland, star d'Autant en emporte le vent, est morte à 104 ans

C'est une page du cinéma qui se tourne. À 104 ans, la star de Hollywood Olivia de Havilland, qui avait notamment joué dans le cultissime "Autant en emporte le vent" et deux fois primée par l'Oscar de la meilleure actrice, est morte, dimanche à Paris, où elle vivait depuis le début des années 1950. Inoubliable Mélanie de l'énorme succès "Autant en emporte le vent" de Victor Fleming, elle était la doyenne de Hollywood, dont elle incarnait l'âge d'or des années 1930-1940. Plusieurs fois nommée, elle a décroché l'Oscar de la meilleure actrice pour "À chacun son destin" (Mitchell Leisen, 1946) et "L'Héritière" (William Wyler, 1949).

AFP

Chicano : Eva Longoria développe une nouvelle série pour ABC

Eva Longoria va produire une nouvelle série pour ABC. La série, intitulée Chicano, raconte l'histoire des Sandoval, une famille Mexicaine-Américaine intergénérationnelle qui a émigré à Los Angeles à la poursuite du rêve américain. La série s'inspire du roman de Richard Vasquez Chicano sorti en 1970 et suivra la famille Sandoval des années 1920 jusqu'à nos jours. La nouvelle d'une nouvelle série au casting Latinx (latino) vient après l'annulation de la série The Baker and the Beauty sur ABC.

L'annulation de cette série après 1 saison n'est pas bien passée auprès du public mais aussi auprès des acteurs. Nathalie Kelley, qui tenait le premier rôle dans la série déplorait le fait qu'il n'y ait plus de séries avec un casting latino-américain sur les chaînes de télé aux Etats-Unis. Chicano est le dernier projet en date pour Eva Longoria. Ce n'est pas la première fois que l'actrice de Desperate Housewives assumera le rôle de productrice. En effet, elle est connue pour avoir produit entre autres les sé-

ries Devious Maids et Telenovela dont elle a été la star l'année dernière. L'interprète de Gabrielle Solis est aussi passée de nombreuses fois derrière la caméra en réalisant des épisodes pour les séries Jane the Virgin ou encore Black-ish. Pour ce qui est de Chicano, Natalie Chaidez (Reine du Sud) sera à l'écriture du pilote et assurera le rôle de productrice aux côtés d'Eva Longoria mais aussi de l'acteur Forest Whitaker.

R.C

TÉLÉ

CANAL+ Le Chardonneret

21h02



Dans une chambre d'hôtel à Amsterdam, Theo Decker se réveille, perturbé après avoir rêvé de sa mère.

C 8 Acts of Violence

21h12



Roman MacGregor est un ancien militaire. Un jour, sa fiancée Mia est kidnappée par des trafiquants.

TF1 New York Unité Spéciale

23h00



Une enveloppe contenant des photos d'un enfant parvient à l'unité, avec un mot demandant d'arrêter un pédophile.

arte Notre ami l'atome : Un siècle de radioactivité

21h05



L'histoire est jalonnée de drames liés à des expositions aux radiations.

VISION



france-2 Si les murs pouvaient parler

21h05



Citadelle en bois, le Kremlin à Moscou incarne depuis 900 ans le pouvoir russe.

W9 Ballerina

22h15



Félicie a grandi dans un orphelinat. Elle rêve de devenir danseuse étoile.

france-ô Ben

20h55



En marge de la police, Ben poursuit son enquête sur les meurtres, quitte à prendre de gros risques.

POUR SON ROLE DANS
GLADIATOR
Russell Crowe se sent
coupable d'avoir
raflé l'Oscar du
meilleur acteur



En 2001, Russell Crowe a remporté l'Oscar du meilleur acteur pour son rôle dans *Gladiator*. Un exploit dont il a encore du mal à revenir et qui lui laisse, encore aujourd'hui, un sentiment de culpabilité. « Après *Gladiator*, tout le monde me donnait une tape dans le dos et, vous savez, j'ai eu plein de récompenses et, bien sûr, ça m'a donné un tout autre statut pendant un moment », a déclaré l'acteur. Mais depuis qu'il a récemment revu le film lors d'une projection au Colisée de Rome, Russell Crowe a vraiment l'impression de ne pas avoir mérité son Oscar. « J'ai revu le film, et tout revient au réalisateur, a déclaré Russell Crowe. Ça a été un de ces moments où je me suis dit, "Pourquoi est-ce que j'ai reçu toute cette attention alors que l'Oscar revenait à Ridley Scott ?" »

Pour autant, même si Ridley Scott n'a pas reçu l'Oscar du meilleur réalisateur ni *Gladiator* celui du meilleur film, le long-métrage s'est tout de même imposé pour la meilleure photographie, le meilleur son et les meilleurs effets spéciaux et costumes. L'intrigue raconte la chute du général romain Maximus Decimus, destiné à devenir le successeur de Marc Aurèle, avant que l'empereur ne soit assassiné et le général brutalement trahi et laissé pour mort par l'ambitieux et maléfique Commode (Joaquin Phoenix) qui en profite pour revêtir la pourpre. Maximus, dont la famille a été massacrée, va devenir un esclave gladiateur, conquérir le cœur du peuple romain par ses talents de combattant dans l'arène du Colisée et finalement affronter Commode dans un ultime combat. Outre le fait qu'il fut un succès commercial, avec des recettes dépassant les 450 millions de dollars américains pour un budget de 103 millions de dollars, le film a remporté de nombreux prix, en particulier cinq Oscars récoltés lors de la 73e cérémonie des Oscars.

Quotidien National d'Information
Édité par Sarl NATION EDITION
Capital social de 1000 000,00 DA

Directeur général, Responsable de la Publication

Omar ATTIA

Impression
Centre : SIA
Est : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution
Centre : La Nation
Est : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

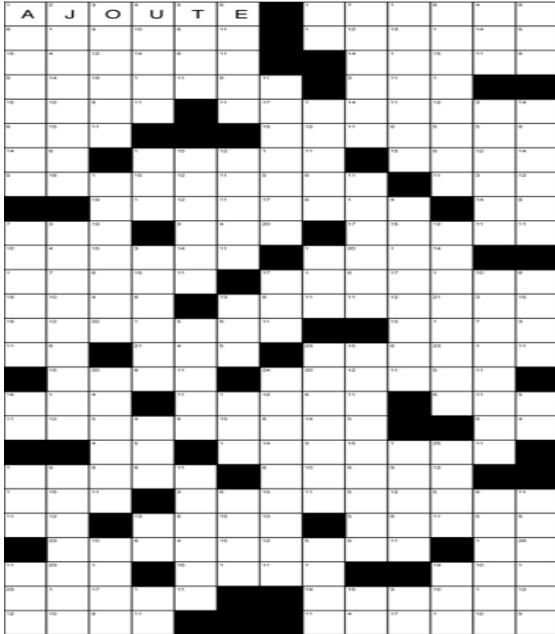
Pour toutes vos publicités, contacter ANEP, 1 rue Pasteur Alger-Centre
Tél/Fax : 023 50 80 05

Siège social
30, rue Mehdi Ben Toumert, Bologhine, Alger
Siège de la rédaction
3, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, Alger-Centre
Tél/Fax : 021 71 47 67

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

RIB : BDL 005 00170 4002162000 18

Mots placés N° 11



A
J
O
U
T
E

Insolite

Record du monde : il chante du Elvis Presley pendant 50 heures

Il s'appelle "Kjell Elvis", il est Norvégien et il a battu samedi matin un record du monde. Comment ? Cet imitateur d'Elvis Presley a chanté des titres du "King" pendant plus de 50 heures à Oslo, lors d'un marathon musical diffusé en direct sur internet.

Quelque 50 heures, 50 minutes et 50 secondes exactement. Avec cette performance, Kjell Henning Bjornestad de son vrai nom a pulvérisé de plus de sept heures le précédent record homologué par le Guinness des records. Celui-ci était détenu depuis 16 ans par un Allemand.

Un événement à but caritatif

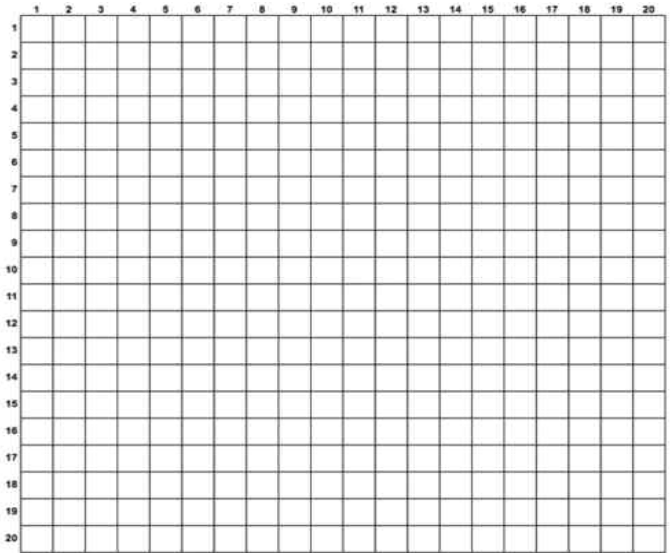
"Je ne le referai plus jamais", a déclaré à la télévision norvégienne NRK le sosie de la star américaine au terme de sa prestation. Il avait commencé à chanter jeudi matin à 8 heures locales dans un bar du centre d'Oslo, en tenue complète d'Elvis.



Selon son manager, il a été recommandé à l'artiste de ne pas forcer sur le café pour traverser notamment deux nuits entières. Smoothies, fruits et barres énergétiques lui ont permis de tenir la distance et de préserver sa voix, un peu éraillée dans les dernières heures.

Bjornestad, 52 ans, avait déjà reçu l'attention des médias internationaux en battant deux fois le record, la dernière fois en 2003 - un marathon de 26 heures à l'époque. Cette fois, l'artiste avait lancé un appel aux dons sur la page internet de l'événement destiné en partie à la construction d'hôpitaux en Birmanie.

Grille muette N° 12



Horizontalement

1 À la Barbade.- Herbacées géantes donnant des fruits oblongs à la peau jaune.2 Ont l'air triste.- Capitale du Burkina.3 Peut donc reprendre son petit bonhomme de chemin.- C'est un jeu d'enfant.2 Annonce un deuxième service.4 Oseille ou bel épi.- En cellule.- Vieilles, depuis bien longtemps.- Dans la poésie irlandaise.5 Pieu à l'abandon après usage.- Noms d'écrevisses (3 mots).- Fume pendant les heures de travail.6 Petit mot en blanc.- À l'envers, ça ne fait pas grand-chose.- Nautonier des Enfers.7 Un mauvais sort.- Pied à terre.- Bien charpentées.- Faisait bronzer Cléopâtre.8 Un ou pour Poutine.- Prennent un verre au bar.- Une belle part de galette.- Être au présent.9 Perçoit par l'ouïe.- Endroit où haler.- Question d'âne.10 Son féminin.- Ferait son choix vers la gauche.- Elles, et pas les autres (2 mots).11 Accord parfait.- Été comme hiver.- Il en faut deux pour former un couple.12 Fourrure du petit-gris.- Hérissos des caves.- Combattrent corps à corps.13 Coin de Bourgogne.- Singe hurleur de l'Amérique centrale, au pelage roux.- Coupe italienne.- Moitié de sept.14 Étage intermédiaire.- Tb pour le chimiste.15 Faire un speech.- Boisson chaude.- Bon pour un volontaire.16 Gare parisienne.- Refaite de toutes pièces.- Personnage des 'Lettres de mon moulin'.17 Fut aimée de Jules et d'Antoine.- Sans aucun doute.- Délicatesse.18 Va moins vite.- Serrer aux deux bouts.- Croque.19 Ferment.- Ont parfois besoin d'être protégés.- Ainsi que.- Chaud palindrome.20 Utiles aux joueurs en herbe.- Tache.- Marin, dans les marais.

Verticalement

1 Comédie en prose de Beaumarchais (Le) (3 mots).- Enfant qui fait ses premiers pas.2 Artère rétrécie.- Fruit des Antilles.- Place du fou ou manque au fou.3 Plantes d'eau.- Fraction d'un tiers.- Toute en douceur.4 Signes de droiture.- Abrège la suite (2 mots).- À la limite du port.5 Pleuriche.- Samouraï sans maître en quête d'aventures.- Apportons des livres.6 Ça fait un sacré moment.- Crues.- Mal prié.7 Quel crampon !.- Fait une objection.8 Question d'huîtres.- Plantes voisines des chardons.9 Le flottante.- Travaille toujours en ligne droite.- Lettres de crédit.- Possessif.10 Ami des bêtes.- Douze heures par jour.- Gymnases antiques.11 Loch en Écosse.- Voyelles.- Elle est parfois blanche, ou tricolore en poésie.- Des airs algériens.12 Petits ballons.- Ont leur place à l'église ou à l'écurie.- À Nevers comme à Vesoul.13 On y travaille pour des prunes.- À tous les coups ils font mouche.- Sujets des rois mérovingiens.14 Corps flottant.- Nom de jeune fille.- Pièce de réception.15 Entre 13 et 18.- Dame ou valet.- Drôles d'oiseaux.16 Drame japonais ou lac.- Une femme quelconque (2 mots).- Font partie de la relève.- Homme de mystères.17 En ont plein... des pattes.- Ses goussets ont des propriétés laxatives.- Un rien familial.- Est étendu n'importe comment.18 Amie des artistes.- Sont mal fait.- Animaux des Galapagos.19 Palmier grimpaud ou du blé.- Reconduit à son siège.- Mange.20 Forme de savoir.- À tout prix.- Le castillan.

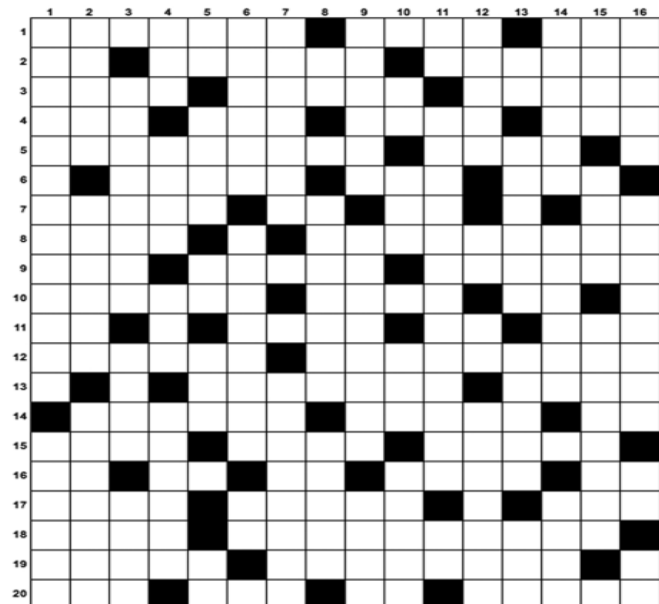
Mots croisés grille N° 14

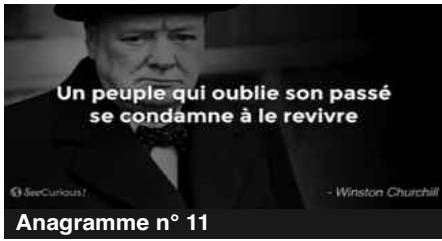
Horizontalement

1 Gain de place.- Un allumé de la pub.- Fût moyen en histoire.2 Tribunal de Commerce.- Ses propos sont pesants.- Herbivores.3 Arrive sans prévenir.- Symbole de sagesse.- Parasite dont on ne peut se passer.4 Tourne parfois en rond dans son milieu.- Sans motif.- Druie en est synonyme et l'anagramme.- Ne s'en remet pas.5 Quelle aventure !- Son activité est dangereuse.6 Mieux vaut l'être de son temps.- Proche du soc.- Chef musulman. 7 Ils résident dans l'EAU.- Soldat Sadique.- Pièce jaune.- Tête de lard.8 Ne se sert pas la ceinture.- Il faut parfois bien l'étirer.9 Sur une boussole.- Courte dépendance.- Une ficelle à l'anglaise.10 Juré, il n'y a pas pire !- Sont donc à honorer ?- Le bout du tunnel.11 Formule.- Départ forcé.- Résistant.- Couper un bout de crépon.12 Sportif catalogué.- Ne sont pas dans leur meilleur élément.13 Certains ne peuvent s'en pêcher.- Fixe, elle nous obsède !14 Protecteur doué.- Hommes des bois.- Sur la portée. 15 Chouette ... un bain à l'anglaise.- Exécuté sur le volet.- Beau s'il est généreux.16 Pour lui.- Fatigué de naissance.- Premiers cours.- Le mari de ma soeur sans son frère.- Bout à bout.17 Lurons ou pinsons.- Mon frère est son père.- Lettre grecque.18 Jeunots.- Légèrement provocante.19 Bonnes selon la saison.- Déchets ... de la société ?20 Poussées à bout.- Pronom pour eux.- Tête d'oeuf.- Découpe de cuir.

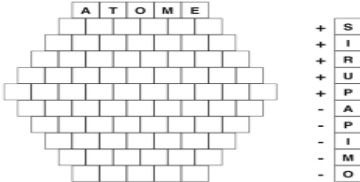
Verticalement

1 Se tire facilement d'affaires.- A double foyer.2 Piquant.- Possessif.- D'amour en chanson.3 Elle fait perdre les pédales !- Refus d'ailleurs.- Termes physiques.4 Blonde pétillante.- Parti.- L'ennemi du merlan.- Pas de rat.5 Génisse mythique.- Poison à flèches.- Dans la journée.- Prendre encore à droite.- Condition.6 Anéantir.- Recouvrant de métal.- Un peu nigaud sur les bords.7 Ils apprécient la solitude.- Leurs femmes sont souvent au bout du fil.8 Affirmation slave.- Elle passe du banc à la boîte.- De quoi vomir.9 Travaillent dans l'ombre.- On y voit de belles mèches.- Un tireur peut l'atteindre.10 Forme d'avoir.- Une fin très british.- Cours court.- Femme d'évadé.11 Vote au centre.- Scène de ménage.- Participe pour lire.12 Fiction à mettre au cagote.- Milieu d'acte.- Est chère à LAGUIL- LER.- Ce sont les meilleurs.13 Un grec au rapport.- Apparître.- Matière ... à mensonges.- Démonstratif renversant.14 Pare-choc.- Déplié à l'envers.- Tara.15 Traînée bêtement.- Métal utilisé en photographie.- Elle fait dépenser sans suer.16 Utiles pour les fonds de culottes.- Donc riche ?- Titane du chimiste.- Il ouvre l'open.





Anagramme n° 11



A CHAQUE ÉTAPE, TROUVEZ LE MOT SUIVANT EN AJOUTANT OU EN RETRANCHANT, COMME INDICÉ, LA LETTRE SITUÉE À DROITE DU TABLEAU. S'IL Y A PLUSIEURS SOLUTIONS POSSIBLES, ON PRÉLÈVE D'ABORD LES NOMS COMMUNS AU SINGULIER, ENSUITE LES PLURIELS, ET EN DERNIER LIEU LES FORMES CONJUGUÉES.

Sudoku n° 10

1			4		8			3
6	9	3				8	4	5
	9	5		6	1			
2			1	7		3	2	
	7	6	5				3	2
								1
4			1		2			7

ça s'est passé un...28 juillet



1962: Ait Ahmed démissionne du GPRA et du CNRA

" Je profite d'une escale à Paris pour rendre publique ma démission de tous les organismes directeurs de la révolution. Cette décision est irrévocable. Elle répond au consensus populaire, au désir profond du peuple qui rend responsables tous les dirigeants sans exception de la situation actuelle et qui voudrait les voir tous s'en aller. Ma démission n'est pas un abandon de combat. C'est un acte politique, une option de confiance dans ces couches effervescentes qui ont conduit à la victoire.

" Il n'y aura pas de guerre civile en Algérie.

" La pression populaire mettra bientôt fin à la crise. Elle se traduit déjà par l'action des frères de la wilaya IV. La solution doit résider dans un recours au verdict du peuple. Provisoirement, le peuple s'est prononcé pour le départ de tous ses dirigeants. C'est sur

les bases que le conseil inter-wilayas doit dégager une formule de réconciliation nationale.

M. Ait Ahmed nous a précisé, par la suite, qu'il démissionnait du G.P.R.A. et du C.N.R.A.. " surtout du C.N.R.A.", a-t-il dit. Le C.N.R.A., a-t-il expliqué, n'est pas un organisme responsable, et ses membres n'ont pas la formation voulue pour aborder les problèmes de reconversion. " J'ai demandé au C.N.R.A., dit encore M. Ait Ahmed, que les wilayas fassent don à la nation d'un représentant national et que s'y ajoute un représentant de chacune des organisations (U.G.T.A., U.G.E.M.A., Union des femmes algériennes).

" Le bureau politique aurait été auxquels auraient pu s'ajouter quelques responsables comme Ben Yahia et Matek. Ma position de principe était donc le renouvellement total du leadership. "

Mots Fléchés N° 10

EFFLEURÉE PETIT VILLAGE	ABANDONNÉE FRUIT ROUGE	LEQUEL CONSTERNÉS	PESANT	PROTÈGE LE MAJEUR FONTE DES NEIGES	DÉSINTÉRESSÉ REÇOIT LES BULLETINS
			ARÔME ROTI DE VEAU		
GROSSIER COUVRE-CHEF				DIEU SOLAIRE	
			TRÈS PRESSÉ DÉBRILLÉ		
RÉCITAL AMOUREUX COUTUMES				DUPE CONDIMENT	
	BEAUCOUP NATURISTE			DONNE LE TON AUTRUCHE	ÉTAT AMÉRICAIN
VITALITÉ DIVERTISSEMENT				FAC DE TECHNO NIVELA	
		ARTICLE ÉTRANGER ÉGRATIGNE	POUR FAIRE LA BIÈRE JEUNE FILLE VERTUEUSE		PARTIE DE TENNIS
ÉLÉGANTE CONVOITER INDIEN ET RELIGIEUX				BONNE CARTE CALEPIN	
		PEINTURE À L'EAU COUSIN DU LOIR			
SÉPARÉS DU RESTE REPAIRE			POSSESSIF GENDARME DE LA TÉLÉ	MONNAIE COURANTE	
			DRÔLE D'OISEAU		BOISSON
BAISSES DE NIVEAU BAS DE GAMME				À L'ÉTAT NATUREL CONDITION	
	INTERJECTION		ENNUIERA		
CANAL DU PAPI				DE MÊME	

Solution Anagramme N° 11

ATOMES
ATOMES
TAOISME
ATOMISER
ATOMISEUR
SOMPTUAIRE
IMPOSTEUR
MOITEURS
MOUTEURS
ROUTES
SURET

Solution motsSudoku N° 10

1	2	7	4	5	8	6	9	3
8	5	4	6	3	9	7	1	2
6	9	3	2	1	7	8	4	5
3	8	9	5	2	6	1	7	4
2	7	6	9	4	1	5	3	8
5	4	1	7	8	3	2	6	9
7	6	5	8	9	4	3	2	1
9	1	2	3	7	5	4	8	6
4	3	8	1	6	2	9	5	7

Solution mots placés N° 11

Solution Mots Fléchés N° 10

C	H	A	M	D	Q	L	D	G
R	U	M	A	E	A	O	D	E
B	E	S	E	R	E	I	U	R
U	S	E	N	E	R	E	N	A
J	E	U	E	N	E	R	E	G
C	H	I	S	O	L	E	S	A
A	N	T	D	E	C	R	U	E
D	O	U	R	E	T	R	E	I

Le président Tebboune reçoit une délégation du Comité d'experts

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier une délégation du Comité d'experts chargé de la révision constitutionnelle à sa tête le Professeur Ahmed Laraba, indique un communiqué de la présidence de la République. Le Professeur Ahmed Laraba a présenté au président un exposé sur les travaux du Comité et la méthode adoptée dans l'étude des propositions relatives à l'avant-projet de la mouture de la Constitution, précise le communiqué. Au nombre de près de 2500, ces propositions émanent de personnalités nationales, de leaders de partis politiques, de syndicats et de représentants de la société civile, ajoute le communiqué de la présidence de la République.

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
04:19	12:45	16:43	20:00	21:40

Météo

Alger	● 33	Tizi Ouzou	☁ 35
Tiaret	● 34	Béjaïa	● 32
Constantine	● 31	Oran	☁ 33

COVID-19

Un service de soutien aux staffs médicaux

Un service électronique, "L'armée blanche consulte", visant à offrir un soutien psychologique aux staffs médicaux, a été lancé dans le cadre des efforts de lutte contre la pandémie covid-19, a indiqué le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, dimanche dans un communiqué. "Afin de renforcer l'accompagnement de «l'armée blanche», le secteur de la



Solidarité nationale a procédé à l'ouverture de canaux de concertation avec les équipes médicales en mobilisant les spécialistes de 275 cellules de proximité à l'échelle nationale, pour entrer soit en contact direct avec les établissements hospitaliers ou par service

électronique réservé à cet effet", précise la même source. Cette initiative vient adosser "les autres démarches lancées depuis le début de la pandémie en vue de prendre en charge l'ensemble des franges sociales relevant du secteur (personnes âgées en détresse, sans-abris, consultations familiales)", indique le communiqué, soulignant la poursuite des efforts afin de soutenir la catégorie précaire et encourager toute adhésion à la riposte de cette épidémie. Se félicitant de l'effort consenti par les pouvoirs publics et la société civile, le ministère de la Solidarité nationale a exprimé sa considération aux sacrifices des staffs médicaux dans leur lutte contre le coronavirus, adressant par là même "ses salutations particulières à la femme qui persévère

et combat aux côtés de l'homme pour sauver la vie des Algériens", a conclu le communiqué.

Une centaine de migrants "dérivent" sur une embarcation en Méditerranée

Une centaine de migrants, ayant tenté la traversée vers l'Europe depuis les côtes libyennes, "dérivent" sur une embarcation de fortune en Méditerranée et risquent de faire naufrage, a

alerté hier l'Organisation internationale des migrations (OIM). "Environ 95 migrants dérivent en Méditerranée centrale et risquent de se noyer", selon un tweet de l'agence de l'ONU, qui n'a pas donné plus de détails. "Les gouvernements et les navires ont l'obligation légale et morale de répondre à tout appel de détresse en mer", souligne l'OIM. Plus de 100 000 migrants ont tenté de traverser la Méditerranée en 2019 et plus de 1 200 ont péri en mer, selon l'agence. Les départs de migrants depuis les côtes libyennes ont augmenté de près de 300 % entre janvier et avril 2020, comparé à la même période de 2019, selon l'ONU.

CHINE :

Plus de 400 000 stations de base 5G à fin juin

La Chine a construit 257 000 nouvelles stations de base 5G au premier semestre de l'année, portant le nombre total de ces installations à 410 000 à fin juin, selon le ministère chinois de l'Industrie et des Technologies de l'information. Par ailleurs, les livraisons de téléphones portables 5G ont atteint 86,23 millions d'unités en Chine, alors que le nombre d'abonnés à la 5G était de 66 millions à fin juin, a fait savoir la même source. Pour mettre pleinement en valeur la commercialisation de la 5G, davantage de mesures seront appliquées afin de stimuler la vitalité du marché, a relevé le mi-

nistère chinois, ajoutant que la coopération internationale dans la technologie, l'industrie et l'application de la 5G devait être renforcée. China Mobile, China Telecom et China Unicom, les trois opérateurs du pays, se sont pleinement mobilisés pour accompagner la révolution 5G en installant leurs pylônes sur l'ensemble du territoire en coopération avec Huawei et ZTE. La Chine, le plus grand marché mobile du monde, met les bouchées doubles pour déployer rapidement la technologie 5G dans un contexte mondial marqué par une rude concurrence notamment avec les Etats-Unis.

MAGHNA (TLEMCEN)

Enquête judiciaire sur un policier ayant agressé un citoyen

Le procureur de la République près la cour de Maghnia a annoncé hier avoir donné des instructions aux services concernés pour l'ouverture d'une enquête sur une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux montrant un agent de l'ordre relevant de la sûreté de Daïra de Maghnia agresser un citoyen. La même source a précisé, dans un communiqué transmis à l'APS, que le centre postier de la ville de Maghnia a été envahi par de nombreux citoyens provoquant une grande anarchie et obligeant les services de l'ordre public à y intervenir pour organiser la queue. "Sur place, ajoute-t-on, un citoyen a été victime d'une agression physique de la part



d'un agent de l'ordre". L'incident a été filmé et publié sur une page facebook, note le communiqué. La même source souligne qu'en application de l'article 11 alinéa 3 du code pénal, des instructions ont été données aux services concernés pour diligenter une enquête afin de vérifier la véracité du contenu de la vidéo publiée et délimiter les responsabilités dans l'incident.

"IDIR L'ÉTERNEL" Première biographie du chanteur hors norme



"Idir l'éternel", premier récit biographique sur la vie de l'icône de la chanson kabyle, coécrit par les journalistes Amer Ouali et Saïd Kaced, a été publié récemment, deux mois après la disparition de l'artiste en mai dernier à l'âge de 71 ans. Paru aux éditions Koukou, cet ouvrage revient en 159 pages sur la vie et le parcours artistique d'un des ambassadeurs de la musique algérienne d'expression amazighe et dont les chansons ont parcouru le monde entier. Dans sa

préface, le romancier Yasmina Khadra évoque sa première rencontre avec Idir au début des années 1970 à l'Ecole des Cadets de la révolution de Koléa où le chanteur Idir effectuait son service militaire. Cinquante ans plus tard, Yasmina Khadra, se souvient encore d'un concours de chant organisé par la direction de cette école sous la direction de Idir, de son vrai nom Hamid Cheriet. Il garde de Idir le souvenir d'un "artiste hors-norme, d'un géant humble et généreux" et d'un ami. Pour sa part, Azouz Hachelaf, chanteur et compagnon de route de Idir, estime dans sa présentation que cet ouvrage, solidement documenté, met en évidence les points de passage essentiel de l'artiste qui a porté la voix des ancêtres dans les quatre coins du monde. De son enfance, vécue dans son village natal d'Ath Lahcen (Tizi Ouzou) jusqu'aux bancs de l'université d'Alger,

où il a suivi des études en géologie dans les années 1970, en passant par le collège où il s'initie à la guitare et à la flûte, le récit retrace la jeunesse de Idir. A Alger où son père tenait un magasin de souvenirs, le jeune Hamid assistait aux cours de langue et culture berbères, donnés par l'écrivain et universitaire Mouloud Mammeri (1917-1989). Les auteurs racontent le rapport du chanteur à l'exil et au déracinement, sa condition d'immigré qui a quitté l'Algérie en 1975, son engagement avec l'Association culturelle berbère, sa lutte contre le "piège du folklore" pour trouver une manière esthétique d'attirer les jeunes vers le patrimoine musical. Décrit comme un artiste "humble" et "généreux", Idir avait également accompagné de nouvelles figures de la scène dans la production de leurs disques, à l'exemple d'Abdelkader Meksa et El Ghazi.

27 Palestiniens tués et 2 330 arrêtés par Israël depuis début 2020

Plus de 27 Palestiniens, dont 10 enfants et deux femmes, ont été tués et 1 070 autres blessés, tandis que 2 330 autres ont été arrêtés par les forces d'occupation israéliennes depuis début 2020, selon un rapport publié par le centre d'Abdullah-Hurani des études et de documentation sur les violations israéliennes contre le peuple palestinien. Selon le rapport, les autorités d'occupation israéliennes ont également démoli 375 maisons, en particulier dans la ville d'El Ouds occupée. Le rapport indique que les colons israéliens ont "effectué 495 agressions contre les Palestiniens, coupant plus de 3 900 arbres" des terres palestiniennes.

BEJAIA

Le Chef de la 8ème sûreté urbaine met fin à ses jours

Un fonctionnaire de Police de grade de commissaire Principal, Chef de la 8ème Sûreté urbaine de la Wilaya de Bejaïa a mis fin à ses jours à l'aide de son arme de dotation, pour des raisons "non encore déterminées", a indiqué hier la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué. "Ce jour, le 27 juillet 2020 à 12h30, un fonctionnaire de Police de grade de commissaire Principal, Chef de la 8ème Sûreté

Urbaine de la Sûreté de Wilaya de Bejaïa, a mis fin à ses jours en son bureau à l'aide de son arme de dotation, pour des raisons non encore déterminées, que l'enquête prise en charge par le parquet de céans élucidera", a précisé la DGSN. "Tout fait nouveau se rapportant à ce crime, qui endeuille la famille du défunt ainsi que toute la famille policière, fera l'objet de communication par l'autorité compétente", a ajouté la même source.

JUSTICE

Le procès de Khaled Drareni le 03 août prochain

Le procès du journaliste Khaled Drareni ainsi que ceux des deux militants du Hirak, Slimane Hamitouché et Samir Benlarbi, est programmé au tribunal de Sidi M'hamed pour le 03 août prochain, a annoncé hier Me Noureddine Benissad. Khaled Drareni, Benlarbi et Hamitouché ont été arrêtés le 07 mars dernier, lors d'une manifestation, et ont été mis en détention provi-

soire. Pour Drareni, il est détenu à la prison de Koléa depuis le 28 mars dernier, et est poursuivi pour les chefs d'inculpation d'atteinte à l'unité nationale et incitation à attroupement non armé. Par ailleurs, Samir Benlarbi et Slimane Hamitouché ont été remis en liberté provisoire le début du mois de juillet, et sont poursuivis pour les mêmes chefs d'inculpation.